Vol. 7 • No. 23 • Du 18 au 24 Décembre 2013
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE SÉNATEUR MOÏSE JEAN-CHARLES AU BRÉSIL



Voir page 4

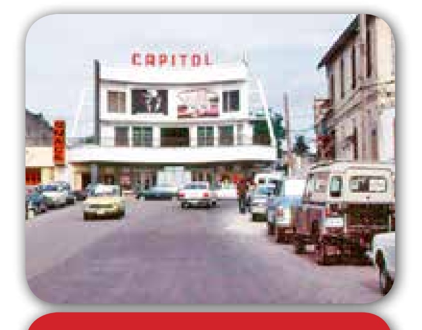
Le sénateur Moïse Jean-Charles (2ème de la gauche) a été reçu officiellement au Sénat par le leader du groupe parlementaire du PT (Parti des Travailleurs), sénateur Wellington Dias (3ème de la gauche). La résolution du Sénat haïtien pour le retrait de la MINUSTAH a été présentée en français, et puis traduite en portugais par le sénateur Eduardo Suplicy du PT (à gauche); à droite, le sénateur Rodrigo Rollemberg, du PSB (Parti Socialiste Brésilien)

LES OUVRIERS PROTESTENT CONTRE LA PROPOSITION DE 225 GOURDES DU CSS



Voir page 4

Des milliers d'ouvriers de la Société Nationale des Parcs-Industriels (SONAPI) et d'autres entreprises de la sous-traitance sont descendus dans les rues durant trois jours successifs : mardi 10, mercredi 11 et jeudi 12 décembre 2013 pour protester contre une proposition du CSS fixant le salaire minimum à 225 gourdes au lieu de 500 pour 8 heures de temps de travail









HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier
Oxygène David

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

De la ruelle Vaillant au 16 décembre 2013, quelle déception !

Par Berthony Dupont

La célébration du 23e anniversaire des élections du 16 décembre 1990, devrait être pour nous autres progressistes et surtout pour les masses populaires haïtiennes un moment de joie, de victoire et de fierté nationales, mais non pas un jour synonyme de deuil, d'abaissement et d'asservissement du pays. Ce fut un jour sans enthousiasme, sans espoir, d'une accalmie totale pour le régime fantoche des mercenaires Martelly- Lamothe.

Ce devrait être un moment de réflexion sur la situation politique et sociale du pays qui ne cesse de se détériorer où la vie pour les grandes masses reste une épreuve sans fin. Ce jour-là, le peuple devrait être en communion avec lui-même et avec ses leaders, ses ancêtres révolutionnaires pour porter la mobilisation vers une dynamique de changement fondamental tendant à renforcer la lutte populaire contre les ennemis de classe en vue de mener le combat de la libération nationale à bon port.

Mais, tel n'a pas été le cas. C'est la première fois qu'un 16 décembre n'a pas drainé de grandes foules dans les rues et que le régime barbare de Martelly n'a nullement été inquiété ni ébranlé. Pour le douloureux anniversaire de la ruelle Vaillant, et celui, glorieux, du 16 décembre 2013, non seulement on n'a pas vu toute la fougue et la force de dénonciation populaire dirigées contre le pouvoir, mais ce dernier ne s'est même pas soucié de déployer un lourd dispositif répressif de sécurité.

Par contre, lors de la commémoration du 17 octobre, du rendez-vous devant l'ambassade américaine le 29 novembre, et du 18 novembre lors de la visite de Dessalines à Pétion, pour exiger le départ de Martelly Lamothe, il y a eu énormément de manifestants dans les rues de la capitale et des provinces, des dizaines de milliers selon même des stations de radio peu suspectes d'être pro-lavalas. Curieusement, on a bien vu l'acharnement de la Police nationale à lancer du gaz lacrymogène, jusqu'à complètement briser les trois manifestations. Il faut se poser quelques questions : les masses sentent-elles, d'instinct, qu'un nouveau leadership porteur des revendications populaires est en train de naître ? Celui dont il faut suivre les consignes de mobilisation contre les oppresseurs : un régime odieux à abattre, soutenu du reste par l'ennemi impérialiste.

Au moment où le bilan gouvernemental est tragiquement un long et terrible cauchemar, toujours lié à la répression et à la terreur où le peuple haïtien est toujours malmené, maltraité et menacé dans le domaine des atteintes aux libertés et, particulièrement aux droits de l'homme les plus élémentaires, la commémoration du 16 décembre 90 aurait dû être une célébration nationale, politiquement accentuée sur les erreurs d'hier et, justement, sur toutes les embûches qui nous divisent et nous empêchent de continuer une lutte unie et organisée.

Si le peuple est resté indifférent aux festivités et aux manifestations célébrant le 16 décembre de cette année, il faudrait non seulement poser des questions aux organisateurs, mais également prendre note pour les corrections nécessaires à apporter par le seul vrai dirigeant de Fanmi Lavalas. De la ruelle Vaillant à ce 16 décembre 2013, n'est ce pas le signal d'un échec électoral ? D'un rejet des élections à venir par la population qui refuse de se laisser mener en bateau par certains partis et groupes politiques furieusement électoralistes.

N'est-ce pas un message clair du peuple pour signifier que les objectifs programmés ne répondent pas à ses réelles et actuelles revendications ? Et dès lors, n'y a-t-il pas là un problème à résoudre ? Est-ce que cela ne veut-il pas dire qu'il y a un manque de cohérence, de cohésion ou de leadership quelque part ? Car il est une réalité incontournable: seuls des leaders émergeant au sein de la lutte populaire sont habilités à le conduire.

Si nous voulons être honnêtes avec nous-mêmes, partons de l'analyse de classe de notre société qui est malade de l'exploitation impérialiste en général et de l'enrichissement des cadres nationaux, grâce à des moyens politiques frauduleux, et disons qu'il nous faut organiser et renforcer le nouveau leadership qui se dessine au sein des masses populaires.

Seul un mouvement national pareil à celui du 16 décembre 90 peut nous aider à galvaniser l'ardeur combative des masses afin de démasquer, condamner sans hésitation aucune, et sans exception aucune, tous ceux et toutes celles qui persistent à jeter de la poudre aux yeux du peuple pour le démobiliser.

Les peuples de l'Amérique Latine ont beaucoup appris de nos luttes, de nos réussites. En effet, le symbolisme du 16 décembre 1990, a gonflé les voiles progressistes, révolutionnaires et socialistes des Chavez, Morales, Correa, Mujica et d'autres, portés par des masses en foule qui ont voté leur leader contre ceux de l'oligarchie et de l'impérialisme. Mieux organisés que nous autres, ils avancent en continuant de s'imposer, alors que de notre côté, nous sommes aujourd'hui réduits à perdre presque cet idéal vivant de résistance, d'unité anti-impérialiste et anti-macoute et de victoire potentielle.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Les hypothèses pourraient être nombreuses ; mais l'une d'entre elles se retrouve dans l'absence d'un outil politique solidement structuré et relativement homogène, capable de mobiliser l'ensemble de la population. Un mouvement d'unité populaire refusant également que la résignation et le désespoir s'installent dans le pays.

Ainsi donc, le temps est venu de comprendre que la lutte du peuple ne doit pas consister en des menées vouées à l'échec, en adoptant bien souvent des attitudes politiques circonstanciées. Depuis 1806, le peuple haïtien subit les épreuves les plus diverses. Il a survécu à plus d'un complot, à plus d'une trahison et de coups d'État. Aujourd'hui, plus que jamais, certains des enfants du pays ont décidé de poursuivre la lutte sur une base d'autonomie de décision, pour leur indépendance, leur souveraineté, rejetant toute tutelle d'où qu'elle vienne et qu'elle quelle soit.

Haïti, vue de l'intérieur (14)
Il était une fois… le cinéma

Par Catherine Charlemagne

On ne cessera jamais de le répéter, Haïti est bien un pays pas comme les autres. Voilà plus d'une quinzaine d'années que le cinéma haïtien explose. En tout cas en Haïti. On a recensé plusieurs cinéastes haïtiens. Des acteurs ou comédiens partout. Les films haïtiens envahissent le marché des DVD en Haïti et dans la diaspora. On trouve même des acteurs haïtiens dans des productions hollywoodiennes. Pourtant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, depuis 2009, avec la fermeture du dernier cinéma encore en fonction dans la commune de Delmas, le célèbre *Ciné Impérial*, il n'existe pas une salle de cinéma dans la capitale haïtienne. Au moment même où, en effet, son cinéma explose, c'est ce moment qu'a choisi la société haïtienne à travers le 7e art, de déposer les clés sous la porte.

Plus de dix millions d'habitants en général. Pas moins de trois millions pour la capitale et ses périphéries. Pas une salle de cinéma. Or, jusqu'à la fin des années 80, non seulement on comptait des salles de cinéma partout dans la capitale haïtienne, c'est aussi dans toutes les villes de province qu'on en trouvait. L'on ne reviendra pas sur la belle époque des grandes projections en plein air (Drive In). Mais Port-au-Prince, Carrefour, Petion-Ville offraient un choix de films qui mettaient Haïti presque au même niveau de certaines grandes villes du monde.

Le Rex Théâtre tenait le haut de l'affiche dans l'aire du Champ de mars. Suivi entre autres de Paramount Ciné, Ciné Capitole, Ciné-théâtre Triomphe, Cinéma Impérial à Delmas, El Dorado du coté de la place de Jérémie, Jet ciné au Portail de Léogane, Ciné Air port à Portail Saint Joseph, Ciné Sénégal à Martissant dont aujourd'hui encore les ruines demeurent débout comme pour lancer un défit au temps et aux pouvoirs publics et surtout pour rappeler aux plus jeunes de ce quartier défavorisé et abandonné par la mairie et l'Etat que Martissant n'était pas toujours ainsi. Evidemment, à Carrefour, Cric-Crac ciné et Cinéma Impérial offraient eux aussi des moments de saine détente à la population de cette banlieue, lieu de résidence de beaucoup de musiciens des mini jazz et où il faisait bon vivre. Plus intéressant encore, Port-au-Prince qui se prend pour une République à elle seule n'était pas la seule à proposer ces divertissements à la population.



Le Rex Théâtre

Les grandes villes de province n'étaient pas en reste. Le Cap-Haïtien, Les Cayes, Gonaïves, Saint Marc, Jacmel et tant d'autres prenaient part à cette diffusion de la culture à travers le cinéma. Ces mêmes salles de cinéma proposaient aussi des concerts, des galas, des festivals le dimanche après midi ou le matin comme ce fut le cas pour le cinéma El Dorado place de Jérémie. Mais qu'est ce qui a bien pu se passer pour qu'aujourd'hui le pays se retrouve dépourvu de toute salle de cinéma ? Bien sûr, comme tout le monde, l'on sait le méfait de la vente des DVD clandestine par les vendeurs sans scrupule.

Tout aussi l'impact négatif de la télévision diffusant des films à longueur de journée et de la nuit dans les foyers. Mais ce phénomène qui est tout à fait justifié à l'étranger est-il valable pour les foyers haïtiens ? On a de sérieux doute là-dessus. Dans la mesure où la télévision haïtienne elle même est confrontée à d'énormes problèmes d'ordre logistique. La disparition de toutes les salles de cinéma en Haïti ne peut être comptabilisée parmi les victimes collatérales de l'invasion des films à la télévision ni par la vente des films piratés en DVD dans la rue. Le problème est beaucoup plus profond. Dans cette histoire, il y a l'absence totale des autorités politiques qui ont laissé fermer une à une toutes les portes de cinéma dans le pays. Ici, les pouvoirs publics ne peuvent dire qu'ils n'ont pas vu venir ce problème. Pour la simple raison qu'il ne s'agit pas d'une ou de deux salles de cinéma en province où en général les gouvernements sont peu soucieux de l'impact sur leur politique. Mais là, non seulement cette fermeture concerne toutes les salles de cinéma de province mais aussi celles de la capitale même.

C'est comme si aucun membre des gouvernements passé et présent n'a jamais pensé un seul jour à emmener ses enfants au cinéma. Et pourquoi pas eux ? Dans un pays où les loisirs en général et pour les enfants en particulier sont rares, comment expliquer que personne au sommet de l'Etat, n'a compris qu'on ne peut priver toute une génération de moment de sortie sans que ce ne soit pas aller s'enfermer dans un restaurant à Pétion-Ville ? Aujourd'hui, pratiquement tous les Etats du monde disposent d'un Ministère de la Culture en vue de consolider et structurer ce vaste secteur.

Voilà qu'en Haïti, ce Ministère existe depuis des années mais personne ne comprend ou ne connaît réellement sa priorité en matière de diffusion de la culture. On a l'impression que pour tous les ministres haïtiens de la culture, la seule vraie préoccupation demeure l'organisation des carnavals qui, cela dit, reste quand même sous l'obédience directe du chef de l'Etat. Puisque c'est celui-ci qui décide quels groupes musicaux sont qualifiés pour prendre part ou non aux défilées carnavalesques. Certes, ce Ministère ne dispose pas d'un budget à la hauteur de ses attributions. Néanmoins on pense qu'il devrait prioriser en fonction de sa ligne budgétaire certains domaines plus que d'autres. Nous ne pouvons imaginer que l'Etat à travers le Ministère de la culture, quitte à solliciter des mécènes, n'apporte pas un soutien au secteur du 7e art en vue de sa renaissance dans le pays.

Certes, l'administration de Martelly a entrepris la rénovation des deux principaux bâtiments de diffusion de films à Port-au-Prince, le Ciné-théâtre Triomphe et le Rex théâtre. C'est un bon début. N'empêche qu'il faudra étendre cette campagne de relance du cinéma à travers tout le pays. Ce que la puissance publique doit retenir, c'est qu'il ne s'agit pas de rénover des salles plus ou moins historiques dans la capitale. Dans un premier temps, il faudra réunir tout le monde, ou du moins les acteurs concernés autour d'une table et comprendre cette problématique qu'est la disparition des salles de cinéma dans le pays. Aujourd'hui, les interlocuteurs ne manquent pas pour le secteur cinématographique. Il faudrait rencontrer les producteurs, les réalisateurs, les acteurs et surtout les distributeurs et les investisseurs afin de trouver un « modus operandi » pour la reprise des activités cinématographiques dans le pays. Car, les cinéphiles ne manquent pas.



Ciné Capitole

Regardons le succès du Festival de film de Jacmel. Bien que organisé dans des conditions difficiles et avec très peu de moyens, le public est toujours au rendez-vous. Alors même que la ville ne dispose d'aucun cinéma pour les projections. Pendant le festival l'on assiste à une effervescence et beaucoup d'animations mais une fois les rideaux tombés, adieu le 7e art jusqu'à la prochaine fois. La même chose pour le Festival du film Québécois qui débarque lui aussi en Haïti, à Port-au-Prince en particulier. Ce sont les mêmes lieux d'accueil et de projection : La FOKAL et l'*Institut Français d'Haïti*. Or, l'Etat à travers le Ministère de la Culture est bien partenaire de cette manifestation culturelle. Après plusieurs éditions de ce festival qui attire beaucoup de monde on peut penser qu'il y restera longtemps. D'où la nécessité d'avoir des endroits appropriés pour accueillir un tel rassemblement.

Il est encore temps pour que les gouvernements présent et futur jouent leur rôle de locomotive quitte à solliciter l'aide de leurs partenaires étrangers à subventionner l'ouverture d'au moins une salle de cinéma grand public dans chaque chef lieu de département et chef lieu d'arrondissement en attendant que le secteur privé reprenne confiance dans la diffusion de cet art pour le plus grand bonheur des jeunes qui ont soif de culture et de loisirs. Personne ne nous fera croire que la fermeture des salles de cinéma dans le pays et même dans la capitale soit due à l'insécurité. Sinon, pourquoi les discothèques et autres activités nocturnes sont toujours bondées ? La réalité c'est qu'il n'y a pas d'offre dans ce domaine. Des événements nocturnes sont organisés dans certains grands hôtels de Pétion-Ville, et parfois cela peut durer jusqu'à fort tard dans la nuit. L'insécurité n'a jamais dissuadé les gens de faire le déplacement. D'ailleurs, en province ce problème n'existe presque pas. Pourtant, là aussi, il n'y a aucune offre en matière de projection de films.

En tout cas, un effort doit être fait par les pouvoirs publics pour redonner à Port-au-Prince cet air de petit Paris qu'elle était fière de porter dans les années 60, 70 et 80 dans le domaine du 7e art.

C.C

Trois jours de manifestation: Les ouvriers protestent contre la proposition de 225 gourdes du CSS



Par Isabelle L. Papilon

Des milliers d'ouvriers de la Société Nationale des Parcs-Industriels (SONAPI) et d'autres entreprises de la sous-traitance de ses environs sont descendus dans les rues de la capitale durant trois jours successifs : mardi 10, mercredi 11 et jeudi 12 décembre 2013 pour protester contre une proposition du Conseil Supérieur des Salaires (CSS) fixant le salaire minimum à 225 gourdes au lieu de 500 pour 8 heures de temps de travail, pour les travailleurs dans les usines de la sous-traitance qui embauchent seulement quelques 31 mille ouvriers dans des conditions qu'on qualifie « d'esclavage moderne, esclavage déguisé ». Ces travailleurs ont profité de la journée internationale des droits de l'homme, le mardi 10 décembre dernier pour manifester contre les violations systématiques de leurs droits fondamentaux. Le pire, c'est que ceux qui les représentent, et qui se disent être des syndicalistes, se mettent du côté des patrons pour renforcer leur exploitation à outrance. Par conséquent, les ouvriers n'ont d'autre choix que de gagner les rues pour faire passer leurs revendications et défendre leurs droits. Pour ce faire, ils étaient obligés de briser les barrières, d'abandonner leur travail durant trois jours.

Le mardi 10 décembre dernier, ramenait le 65e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme, qui, dans son article 23, donne droit à un salaire décent à tous travailleurs. Cet article stipule :

1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.

2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.

3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.

4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

Ce jour-là, les ouvriers ont gagné la route de l'aéroport, de là ils ont pris la direction du Parlement haïtien tout en criant : « Nous ne reconnaissons pas le Conseil Supérieur des salaires, A bas syndicat jaune ! A bas salaire CSS, salaire minimum 500 gourdes, veut ou pas 500 gourdes. » Ils étaient armés de branches d'arbres et accompagnés par des syndicalistes conséquents. Arrivés devant le Parlement, au bicentenaire, ils ont été reçus par des sénateurs et députés qui leur ont promis de prendre en considération leurs revendications et de les accompagner dans leur lutte.

Le lendemain mercredi 11 décembre, ils ont à nouveau gagné les rues et refusé de retourner dans leur lieu de travail. Cette fois-ci, ils ont pris la direction de Pétion-ville vers l'hôtel 5 étoiles Oasis où se tenait une réunion des membres de CSS à la recherche de profits au lieu d'investir dans des activités sociales dans l'intérêt des travailleurs. Arrivés à Delmas 48, ils ont buté sur un cordon de policiers de maintien d'ordre, CIMO qui les ont contraints de préférence à se diriger vers la route de Bourdon en passant par Musseau. A l'intersection de Delmas 60 et de la route de Bourdon, c'était la même situation. Des policiers les ont contraints une fois de plus à se diriger vers le centre commercial du pays. Etant actionnaire majoritaire, l'Office National d'Assurance-Vieillesses dit ONA, a investi plus de trois (3) millions de dollars US à l'hôtel Oasis et pourtant les ouvriers peinent toujours à avoir accès aux prêts hypothécaires et à leurs fonds de pension. La bureaucratie qui s'y installe les contraint parfois à abandonner le processus. La plus part d'entre eux ne savent même pas, s'ils y avaient des cotisations à l'ONA.

Devant les bureaux de l'ONA sur la route de Delmas, ils criaient : « ONA= VOLE ! ONA= Kòripsyon ! ONA est un repaire de voleurs, de corrompus et de corrupteurs ».

Le mercredi 13 décembre, ils étaient toujours dans les rues, prenant à nouveau la direction du Parlement, toujours pour les mêmes revendications : un salaire de 500 gourdes, accès aux prêts hypothécaires et aux fonds de pension à l'ONA, cafétéria, transport et logement adéquats pour les ouvriers, paiement des temps supplémentaires et amélioration des conditions de travail. Ils ont été reçus par le président de la Chambre des députés, Jean Tholbert Alexis qui leur a promis de faire le suivi de leur dossier au niveau de la Chambre basse et de saisir la commission des affaires sociales de cette Chambre. Quant à l'instigateur de la loi 2009 portant le salaire minimum jusqu'à 300 gourdes, le sénateur Steevens Benoit, rejetant également la proposition de CSS, il a invité le ministre des Affaires Sociales et du Travail Charles Jean Jacques, accompagné des membres du Conseil Supérieur des salaires au Sénat à un débat autour de la situation des travailleurs haïtiens, notamment à propos de la question des salaires.

Cette rencontre aura lieu cette semaine au Parlement. Il faut rappeler que le Conseil Supérieur des salaires est composé de 9 membres dont trois représentants du secteur patronal : Réginal Boulos, Jean Dany Pierre François, Norma Powell ; le pouvoir tètkale représenté par : Marie France H. Mondésir, Renan Hédouville (CARLI), Daniel Altiné et le secteur syndical par : Louis Fignolé Saint-Cyr, une branche de la CATH, Jean Bonald Golinsky Fatal (CTSP) et Franck Noisimond de (CSH)

Ils sont entrés en fonction le 29 août 2013, après une cérémonie d'installation au Palais national présidée par le président Michel Joseph Martelly. Trois mois plus tard, sans aucune étude sérieuse sur la situation des travailleurs et l'état de santé des entreprises et sur l'avis de certains experts étrangers, ils ont proposé des grilles de salaire rejetées par les ouvriers et la majorité de syndicats. Cette proposition a été votée par 8 membres sur 9 dont les trois représentants du secteur syndical, cité plus haut.

L'un des représentants du

Suite à la page (18)

Le sénateur Moïse Jean-Charles au Brésil !

Par Barbara Corrales *

Il a participé au 5ème Congrès du Parti des Travailleurs (PT), a eu des entretiens avec le président Dilma, et s'est présenté au Sénat

Le sénateur haïtien Moïse Jean-Charles était à Brasilia les 12, 13 et 14 Décembre, à l'occasion du 5e Congrès du Parti des Travailleurs auquel il a été invité, avec des délégations de plus de huit pays.

Le 12 décembre, jour de son arrivée au Brésil, le sénateur était en visite au Sénat, puis reçu par les sénateurs du PT, Eduardo Suplicy et Wellington Dias ; ce dernier est le leader des sénateurs du PT. Au Sénat, la résolution du Sénat haïtien demandant le retrait progressif des troupes de la «Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti» (MINUSTAH) pour le 28 mai 2014 au plus tard, en session officielle, a été lue et votée à l'unanimité.

Le soir, à la séance d'ouverture du Congrès, le sénateur Moise a rencontré la présidente Dilma Roussef, et lui a remis une copie de la résolution du Sénat brésilien. Elle a répondu : « *Je regarde, je comprends la situation, et je vais travailler sur ce problème pour une solution* »»

Le lendemain, dans une conversation avec le président réélu du PT, Ruy Falcao, il a rappelé que « *la présidente Dilma m'a dit qu'elle ne veut pas que notre gouvernement devienne la garde prétorienne d'un président qui repousse les élections et ne respecte pas la démocratie* ».

Au Congrès, le sénateur Moise a également rencontré Monica Valente, la nouvelle secrétaire des relations internationales du PT, des dizaines de militants, des parlementaires et des dirigeants de partis, y compris le député Jean-Paul Cunha, qui a déclaré sa solidarité contre la persécution et la souffrance.

Le 14 décembre, à la fin du Congrès, lors de la session de vote sur les amendements à la base du texte, un amendement proposant le retrait des troupes brésiliennes en Haïti, présenté par *la Plateforme pour Terre, Travail et Souveraineté* a été lu, et le conseil a annoncé qu›il se retirerait comme geste découlant de la réunion de la présidente Dilma avec le sénateur qui avait ouvert « *un canal de dialogue* ». La présence du sénateur dans la salle, a été chaleureusement applaudie par l›assemblée plénière.

Le lendemain, le sénateur a fait un voyage en Argentine où, avec les mêmes objectifs, il a établi des contacts avec des responsables gouvernementaux, syndicaux, politiques et des forces populaires.

Nous aurons la semaine prochaine plus de détails sur la visite du sénateur Moïse au Brésil avec des photos de lui et de la présidente Dilma Roussef (que nous n'avons pas pu obtenir du service photographique présidentiel brésilien avant de nous rendre sous presses).

** L'auteure,* ***Barbara Corrales****, est la coordinatrice du Comité brésilien «Défendre Haïti,C'est* Défendre Nous-mêmes».



Le sénateur Moïse Jean-Charles (à droite) s'adresse à un délégué au 5ème Congrès du Parti des Travailleurs (PT) à Brasilia, la capitale du Brésil









Le sénateur haïtien Moïse Jean-Charles à Brasilia à l'occasion du 5e Congrès du Parti des Travailleurs

Mandela au plus haut de la dignité humaine, Martelly au plus bas de l'indignité politique et morale

Par Fanfan la Tulipe

« Pour nos combats de demain, pour un monde plus libre, plus juste, plus égalitaire, plus fraternel et solidaire, nous devons maintenir vivante la mémoire de nos luttes ».
Gunter Holzmann

Georges Danton, orateur hors pair, avait toujours de nouvelles et brillantes idées que, bien entendu, il cherchait à exprimer. Selon le fondateur du club des Cordeliers, il faut toujours plus d'audace pour arriver à ses fins et vaincre, et ce, quel que soit le domaine. Aussi, le 2 septembre 1792, alors que les Prussiens assiègent Verdun, Danton prononce un appel à la mobilisation devant l'Assemblée législative: «Le tocsin qu'on va sonner n'est point un signal d'alarme, c'est la charge sur les ennemis de la patrie. Pour les vaincre, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace et la France est sauvée.»

Audace, bien sûr, mais aussi sang-froid et habileté manœuvrière: car, c'est par ses agents doubles que Danton entrave le déclenchement d'une première rébellion vendéenne, et par ses émissaires qu'il achève de démoraliser le haut état-major prussien, après la bataille de Valmy, la première victoire décisive de l'armée française pendant les guerres de la Révolution ayant suivi le renversement de la monarchie des Bourbons. Elle eut lieu le 20 septembre 1792. Elle scella la victoire de la jeune Convention nationale qui déclara la fin officielle de la monarchie en France, et l'avènement de la Première République.

Danton n'était pas un homme à *l'oral*. C'était un homme d'action qui, en septembre 1792, a bien mérité de la patrie en danger. Mais du président Martelly on ne peut parler ni d'action ni d'audace, car implicitement, le mot audace porte en lui la notion dantonienne de réussite. Or, le premier mandataire de la nation haïtienne est, tristement, et dès son avènement au pouvoir, un échec ambulant, un champion de l'*oralitude*, un adepte de l'*audacité*, ce néologisme typiquement haïtien qui rend compte à la fois de la *nullitude* et de l'effronterie du chef de l'État à vouloir se faire passer pour un président tellement dynamique que le pays est déjà *open for business*. Martelly ne fait preuve d'aucune audace, il est simplement un *audacieux*, au sens haïtien et péjoratif du terme.

J'ai tenu à passer par ce détour dantonien et *oralitudinant* pour en arriver à cette déclaration mouillée «d'émotion» de Martelly, à l'occasion du décès du grand Nelson Mandela, le tombeur de l'apartheid. Bien entendu, le caniche des Clinton, le petit toutou à deux pattes de l'ambassade américaine, n'avait pas le choix, compte tenu de l'avalanche d'hommages venus de partout dans le monde. Il se contenta d'éructer quelques courtes phrases qu'il soumit à la presse par la voix sirupeuse, guindée, *zuzute* et aristocratique de son porte-parole Lucien Jura.

Si Martelly fait sans doute preuve d'audace pour avancer dans l'incohérence, l'intolérance et l'absence de gouvernance, par contre il a eu l'*audacité* de vouloir rendre un hommage, aussi bref qu'il fût, à ce géant de l'Histoire dont il est moins qu'une ombre liliputienne. Il aurait dû se taire. Écoutons-le, toutefois : «*Mandela n'est pas seulement le père de la démocratie, il est le symbole même de la démocratie*». C'est sans aucun doute exact, mais lui Martelly, peut-il se réclamer d'être un fils de la démocratie ? Un fils de Mandela ? Non, il n'est ni fils légitime, ni fils illégitime, ni même bâtard de la démocratie. Il est plutôt un fossoyeur de cette dernière, un fils de la **démoncratie** francisco-duvaliériste.

Alors que Nelson Mandela siège au plus haut de l'exercice de la démocratie, Martelly n'en est même pas l'ombre. De la démocratie, faut-il préciser. Car vivre en démocratie et avoir un comportement digne de démocrate s'entend du respect des autres, de ses semblables, subalternes, égaux ou supérieurs. Mandela sans doute n'était pas communiste, mais il avait beaucoup de respect pour le Parti communiste d'Afrique du Sud et a collaboré avec ses membres dans une perspective d'unité stratégique dans la lutte contre l'apartheid. De quel respect Martelly a-t-il fait preuve quand il eut la *fréquencité* et l'*audacité* de traiter des hommes et des femmes politiques de *vòlè bèf, vòlè kabrit* ?

Madiba avait le respect des journalistes. Durant sa campagne électorale, Mandela n'oubliait jamais de demander aux journalistes s'ils avaient bien dormi et s'ils avaient bien pris leur petit-déjeuner. Il le faisait avec ce chaleureux sourire aux lèvres. «Le genre de sourire qui, on le sent, n'est pas destiné aux caméras. Le genre de sourire qui vient du très profond de l'âme. Et dans le cas de Mandela, d'une âme d'une grande rareté, et d'une grande sagesse», a écrit le journaliste sud-africain, blanc, Bryan Pearson. Dans ce registre, le président fantoche d'Haïti, la marionnette gesticulante de l'ambassade américaine a plutôt le goût de tuiper et de koulanguietter.

Sans conviction sans doute, Martelly poursuit pour nous rappeler (comme si on ne le savait pas) que Mandela «*est le symbole même de la démocratie*». Oui, mais Martelly a-t-il eu, ne serait-ce qu'une seconde, le temps de lever la tête vers les hauts sommets de comportement politique démocrate de Mandela, pour pleinement comprendre le symbolisme dont il a paré – à juste titre – le tombeur de l'apartheid ? Assurément non. Car démocratie et Martelly sont comme lait et citron. *Yo pa matche*.

Je doute fort que le *preyidan* puisse épeler le mot démocratie – un substantif de dix lettres – sans faire neuf fautes. Après avoir fait arrêter le député en exercice Arnel Bélizaire, parlementaire protégé par ses immunités, après l'avoir fait, seulement pour satisfaire un ego mesquin, morbide et débridé, Martelly doit sûrement trembler de tout son long et de la largeur de ses petites fesses roses d'amuseur public dévergondé, en prononçant le mot démocratie.

Martelly doit se rappeler qu'il est devenu président de la république non pas précisément à travers des élections, mais à travers de sales combines dans lesquelles les Clinton, l'OEA et le chef civil de la MINUSTAH, le sinistre Edmond Mulet, ont joué un rôle tout à fait macabre et scabreux de premier plan. Non, Monsieur Martelly, ce n'était pas la démocratie à son plus haut, c'était plutôt le système magouillard et magouilleur des «amis» d'Haïti à son plus bas.

C'était tout le contraire pour Mandela, lui qui est arrivé au pouvoir à la suite d'élections propres, libres de manœuvres ticouloutardes, déloyales, OEAtes et MINUSTAHtes. C'était Mandela au plus haut de la dignité humaine et politique, par opposition à un «Michael» Martelly au plus bas de l'indignité politique, un vil manœuvrier qui a accepté les bons



L'audacieux Martelly a même «pleuré»...

offices, ou peut-être les sales offices de la pègre politicienne internationale, mieux connue sous l'euphémisme de communauté internationale.

Non, *fòk Martelly pran men l*, il faut qu'il fasse attention quand il parle de démocratie. Qui, une fois, au Champ-de-Mars a eu l'insolence et l'outrecuidance d'arracher manu militari son magnétophone à un reporter de radio pour en enlever les batteries ? Qui ? À part un *ti vakabon*, de nationalité controversée, devenu président. Qui, le mercredi 1er février 2002, s'est invité goujatement, scandaleusement, à une réunion de travail entre le Premier ministre Garry Conille et une flopée de Sénateurs, de Députés du parti INITE et alliés, pour leur tomber dessus avec une bordée d'injures les unes plus grivoises et malodorantes que les autres, tandis qu'il subtilisait une cuisse de *kodenn* pour la croquer à belles dents ? Non, Mandela, au plus haut de la dignité humaine, n'a jamais eu de comportement aussi méprisable.

Plus loin, dans son «hommage» à Mandela, Martelly se laisse aller :«*Il (Mandela) est présent en chacun de nous et nous guide par son mode de vie*». Par «son mode de vie». Vous avez bien lu. Avant ou après sa présidence, aucune source ne rapporte avoir jamais vu Mandela, en public, se déhancher, gesticuler, pour amuser les badauds et les «désoeuvrés». Aucun journaliste n'a jamais rapporté d'habitudes koulanguiettantes de Nelson Mandela, alors que Martelly s'est toujours plu et complu dans une atmosphère de basse vulgarité et de rocambolesques grossièretés. Martelly aurait dû se taire, car il personnifie l'indignité, alors que Mandela, c'est la dignité à son comble.

Comment Mandela, un homme intègre, *sous toutes les coutures*, peut-il être «*présent*» en Martelly, qui aurait reçu 2,5 millions de dollars du sénateur et mafieux entrepreneur dominicain Felix Bautista, argent versé directement ou indirectement au président haïtien durant la période électorale de 2010, mais également après son accession au pouvoir ? *Di m mezanmi* ? Comment Mandela aurai-t-il pu jamais être un «*guide*» pour Martelly, celui qui a fait convoquer au cabinet d'un avocat sans scrupule, Me Lissade, un juge respectable et honnête, Me Jean Serge Joseph, pour le *salamber* et exercer sur lui d'insupportables pressions, alors qu'il enquêtait sur de graves accusations touchant la famille présidentielle ? Le nom de Mandela impose le respect alors que celui de Martelly est synonyme de *mètdam*, menteur et magouilleur.

Au cirque de Martelly, il joue tous les rôles. Il peut même pleurer la mort de Mandela qui «*nous guide par... son courage et sa foi dans la vraie lutte pour l'égalité entre les hommes, les races et les nations*». Parle-moi de ça, Martelly : *pour l'égalité entre les hommes*. Avez-vous entendu Me Newton St Juste et Me André Michel ? Avez-vous entendu Enold Florestal, vous, principal accusateur de la famille présidentielle pour corruption présumée et qui croupissez encore en prison sans avoir comparu devant un juge? Martelly a découvert l'égalité entre les hommes, devant la loi, devant la Constitution, devant les règles du bien vivre ensemble. On ne peut qu'en être heureux, n'est-ce pas ?

Parlant de Me Michel, il est tellement *egalego, nasyonalnasyono* entre les hommes que Martelly l'a fait suivre par son chien du parquet de Port-au-Prince, chien d'homme s'il en fut, le cynique hurluberlu du nom de Francisco René, pour mettre le grappin dessus l'homme de loi, après six heures du soir, pour le maintenir en garde à vue, le libérer, puis pour en faire un fugitif. Non, avec Mandela, un homme politique digne, respectable, honorable et responsable, on n'a jamais assisté à de semblables, clownesques, burlesques et bouffonnes péripéties.

Assurément, en rendant hommage à Nelson Mandela, Martelly n'avait pas le choix ; enfin, oui, il avait aussi le choix de se taire. En effet, l'abîme moral, intellectuel et politique entre Martelly et Mandela est tellement immense qu'il eût mieux valu que le chef d'État haïtien se tût. Car Martelly ne reflète certainement aucune des hautes qualités de Nelson Mandela, trônant au plus haut de la dignité humaine, tandis que le premier mandataire de la nation haïtienne se trouve tout simplement logé au plus bas de l'indignité politique et morale. Quel malheur ! Quelle tragédie !

Nous maintiendrons vivante la mémoire des luttes de Mandela. Quant à Martelly, nous savons qu'il gigote **déjà au fond d**es poubelles de l'Histoire.



«Mandela, exemple inégalable de dignité et d'engagement politique» (Raúl Castro)

Deklarasyon Fanmi Lavalas 16 Desanm 2013

Nan **Depatman Nòdwès**, grangou ap vale teren. Sitirasyon malouk grangou wòz sa a, nou wè l, gaye nan tout peyi. Lakay nou, grangou sa parèt pi wòz toujou akòz pwoblèm wout ak pon kap fini ak depatman. Efò ki te konn fèt sou gouvènman lavalas pou kolte ak pwoblèm malouk sa yo disparèt. Sa ki rann lavi anmè kon fyèl nan bouch nou. Pou Ayiti delivre anba makonn pwoblèm sa yo, fòk nou reyalize yon lòt 16 desanm 1990 kidonk yon delivrans demokratik.

Pou nou menm nan **Nòdès,** pwoblèm grangou sa a makonnen ak chomaj la. Nou vle gen travay nan tout depatman Nòdès. Menm jan isit nan Potoprens ouvriye pran lari pandan 5 jou pou reclame 500 goud kòm salè minimòm, lakay nou tou ouvriye ap bourike pou chwal galonen. Se pou sa nap mobilize jouk mayi mi pou nou fè yon lòt 16 desanm 1990.

Nou menm nan **Latibonit**, nou konstate ki jan peyizan yo pa jwenn ankadreman nan men Leta. Pri angrè a ap monte chak jou, kidonk pa gen manje. Jan nou tout konnen se manje ki desanm pri manje. Pou gen manje fok gen prodiksyon nasyonal, se pou sa nou ranmase revandikasyon tout peyizan nan peyi a pou nou rele chalbare dèyè tout otoritr san konsyans sa yo. Vle pa vle, nap fè yon lòt 16 desanm 90.

Nou menm nan **depatman Nò**, nou wè ak de je an nou ki jan jistis ap vann e revann nan peyi a. Lè nou kanpe pou egzije jistis, yo vyole dwa nou ; lè nou manifeste pasifikman pou egzije manje, dlo potab, elektrisite, kay, travay, konstriksyon wout ak pon, lekòl, lopital elatriye yo ba nou gaz lakrimogèn ; ata elèv lekol ki viktim gaz lakrimogèn poko sispann kriye. Viktim koudeta 1991 tankou viktim koudeta kidnapin 2004 ak tout lòt viktim yo poko jwenn jistis . 16 desanm 90 nou te di Jistis, Transparans, Patisipasyon, nap kontinye mobilize, manifeste poun jwenn jistis kanmenm lè nou va fè yon lòt 16 desanm 1990.


Mme Maryse Narcisse


Mildred Aristide

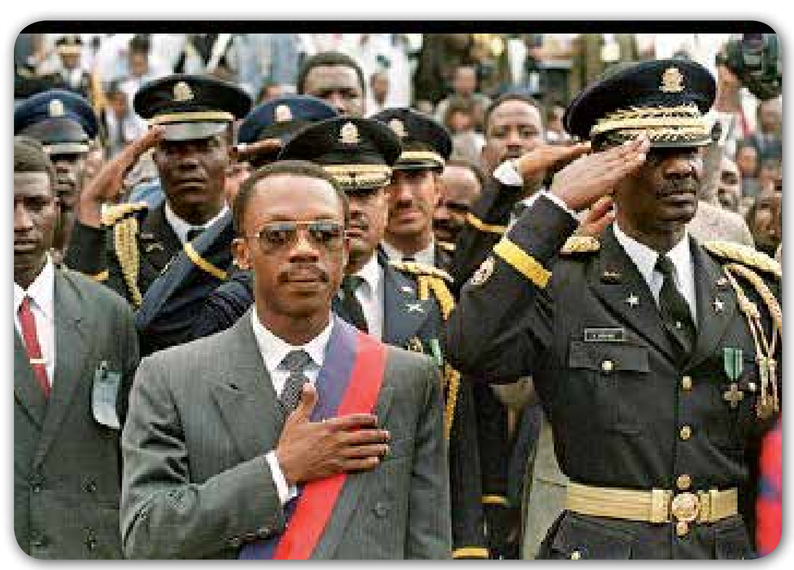
Nou menm nan **depatman Grandans**, nou konnen si te gen transparans pa tap gen tout koripsyon, vòl kap fèt jodi a. Si te gen patisipasyon pèp la nan pouvwa a , bagay yo pa tap aloral. Transparans ak patisipasyon tap déjà fè nou jwenn wout pou nou sispan pase tray lè nap vwayaje. Akoz pwoblèm transpò a, depatman an koupe ak rès peyi a. Kòm se tout peyi a kap soufri anba pwoblèm wout, chomaj, grangou elatrye, nap leve kanpe lavalaseman pou nou fè yon lòt 16 desanm 1990, paske yon lòt 16 desanm 1990 egal delivrans demokratik. Nou menm nan **Nip**, nou konstate gen yon minorite ki rich, gen yon majorite kap bat dlo pou fè bè. Pwogrè depatman nou an makonnen ak yon tèt ansanm endispansab ant moun rich ak moun malere. Verite sa vo pou tout peyi a. Avni Ayiti depann de nou menm ayisyen. Developman depatman nou an chita nan pla men nou. Se pou sa nous deside kole zepol youn ak lòt pou nan Nip kòm nan tout peyi, gen yen yon leve kanpe jeneral pou kwape chomaj, kwape grangou jis nou rive nan yon kokenn delivrans.

Pou nou menm **nan Depatman Sant**, sitirasyon mas pèp la vin pi difisil chak jou. Sa ki lakòz frè n ak sè n travèse fwontyè a al pran imilyasyon nan repiblik Dominikèn. Se chak jou yap sibi move tretman anba vyolasyon dwa moun. Pandan tan sa, gouvènman bò isit la ap retire travay nan men ayisyen pou l signe kontra ak

Suite à la page (14)

16 Desanm 1990: Selebrasyon lit pèp ayisyen an!

Deklarasyon Kòwòdinasyon Desalin (KOD)


7 fevriye 1991Aristide ak Herard Abraham. 16 Desanm 1990, se yon gwo viktwa pèp ayisyen an te reyalize sou fòs fènwa yo, lè l te vote an mas, JEAN BERTRAND ARISTIDE kòm premye Prezidan demokratikman eli nan peyi a

16 Desanm 1990-16 Desanm 2013, sa fè 23 lane depi mas yo te mennen yon gwo goumen kont sektè makout divalyeris yo ak gwo peyi enperyalis yo tankou Etazini, Lafrans ak Kanada. Jou sa a, pèp la te bay lènmi l yo yon kokenn panzou nan yon eleksyon boujwazi a te pare pou l al mete sou pouvwa a, tou penyen tou poudre yon ajan plan lanmò neyoliberal la, Marc Louis Bazin.

16 Desanm 1990, se yon gwo viktwa pèp ayisyen an te reyalize sou fòs fènwa yo, lè l te rejte kandida makout yo Roger Lafontant ak kandida peyi enperyalis yo Marc Bazen, pou l te vote an mas, JEAN BERTRAND ARISTIDE kòm premye Prezidan demokratikman eli nan peyi a.

Fòs popilè ki te gen nan 16 Desanm sa a, senbòl ki te marye ak 16 desanm sa a, dimansyon nasyonal ki te gen nan 16 Desanm sa a, inite aksyon popilè ki te gen nan 16 Desanm sa a pa dwe mouri jounen jodi a. 16 Desanm dwe rete pou nou yon modèl maryaj konviksyon ak detèminasyon popilè nan batay pou chanjman an. 16 Desanm 1990 se yon tounan nan istwa peyi a kote mas yo pwouve yo kapab pran desten yo nan men.

Dat sa a dwe rete yon dat istorik pou mas popilè yo paske se tout òganizasyon popilè konsekan yo ki te akouche l Chalmayperalteman. Se yon dat ki dwe charye tout revandikasyon pèp ayisyen an, dwa pou travay, dwa pou lasante, dwa pou edikasyon, dwa pou tout moun viv tankou moun, se poutètsa noumenm nan Kòwòdinasyon Desalin nou sipòte karebare revandikasyon ouvriye yo k ap mande nan lari a 500 goud pou jounen travay yo.

Fò k nou pap sèlman selebre, fò k nou mande tou kote viktwa pèp la te fè sou fòs reyaksyonè yo fè? Kote konkèt demokratik yo pèp la te fè sou fòs fènwa yo fè? Kote inite ki te genyen ant tout fòs popilè yo ki te goumen toutbonvre pou yon lavimiyò pou pèp Ayisyen an?

Fò n sonje tou 16 Desanm 90, pat gen Fòs lame Nasyonzini nan peyi a pou te foure nen yo nan zafè nou ; se sa k fè 16 desanm te kab rive fèt.

Suite à la page (14)

Deklarasyon Komisyon Sendikal Izin Tekstil nan kad Mobilizasyon sou Salè Minimòm lan

Nap salye epi remèsye tout zanmi jounalis laprès pale, ekri ak televizyon ki vini kouvri konferans pou laprès Komisyon Sendikal Izin Tekstil pou Mobilizasyon sou Salè Minimòm òganize pou lifikse pozisyon li sou batay kont desizyon Konsey Siperye sale a pran pou rekomande 225 goud pa jou pou nou menm ouvriye faktori. Pou kòmanse,n ap di yon gwo ayibobo pou bèl patisipasyon sè ak frè nou nan mobilizasyon 3 jou ki te fèt semen pase a. Se deteminasyon ak kouraj yo ki te sèvi kòm gazolin pou fè yon motè mobilizasyon kont 225 goud la te ralye plis ouvriye ak ouvriyèz chak jou.

Jodia, patwon yo vle kase ren mobilizasyon sa a. Apre patwon yo te fin fe lokawout nan jedi, lè ouvriye yo retounen travay nan vandredi 13 desanm, se sispansyon ak revokasyon manb direksyon sendika yo ak ouvriye ki te patisipe nan mobilizasyon an. Tou sa, pou fè nou kanpe, pou fè nou pè kontinye batay ki nan enterè nou. Mete sou sa, asosyasyon patwonal yo ap akize nou, mete chay sou do nou, kòmkwa nou te fè zak vyolans kont byen yo ak ouvriye ki pa t dakò ak nou. Nou menm n ap di patwon yo ap manti sou do nou tankou chen. Si gen viktim, se nou ki viktim, se nou ki pedi 3 jounen travay. Men nou menm nou fè sakrifis sa, pou demen ka miyò pou tout ouvriye faktori. Pa gen okenn patwon ki kapab fè nou fè bak nan batay sa a.

N ap denonse pozisyon gwo ponyèt anti travayè ak anti sendikal ni ADIH, ni Fowòm ekonomik Sektè Prive a pran kont mobilizasyon nou an sou pretèks vyolans ak pèt pwofi yo fè le pwodiksyon an te kanpe Pozisyon sa yo sible ouvriye ak òganizasyon ki pa wè rete bwa kwaze devan enjistis sa a KOnsey Siperyè salè fè nou nan fikse sale a 225 goud. Yon salè mizè, yon salè k ap mennen nou nan sanatoryòm dirèk si se pa simityè tou dwat pandan patwon yo ap paweze, y ap jwi de pwofi y ap fè sou do nou k ap trimen pou pouse pwodiksyon. Entèvansyon patwon yo ap mande pou yo mete lafòs piblik an aksyon kont nou menm dirijan sendika. Se dwa nou pou nou revandike sa ki pou nou,fè reyinyon sou sa pou defini ki estrategi k ap bon pou nou, N ap mande patwon yo sispann revokasyon ak sispansyon abitrè ak antisendikal sa yo epi sispan vyole dwa ouvriye genyen pou yo oganize tet yo. Nou gen dwa eksprime lide nou sou kelkeswa fòm nou deside pran pou defann enterè nou. Nou di patwon yo, nou pap pran nan kapwonay ak entimidasyon y ap fè. Sa tèlman rèd pou yo, yo setoblije fè ti manifestasyon yo ak ouvriye sousou, ouvriye ke yo twonpe nan fè y al di devan palman an ke se moun ki pat ouvriye ki te fè mach semenn pase yo. Yo fè ouvriye al akize lòt ouvriye parèy yo pou yon degouden petet. Manèv sa a pap pase. Mete sou sa, yo gen lòt ajan tankou Fignole ST Cyr, sendikalis la CATH k ap mache nan tout radyo pou di 225 goud la bon epi ap denonse oswa lonje dwèt sou lòt dirijan sendika ki nan mobilizasyon an.

Devan sitiyasyon sa a,nou manm nan Komisyon an n ap di : Mobilizasyon an ap kontinye pi rèd pou nou mande :

1) Revokasyon desizyon Konsèy siperyè salè a pou bonjan negosyasyon fèt ant 3 pati konsenen yo pou yon antant sou salè monimòm ki aseptab sòti ;

2) Pou patwon yo kanpe machin represyon nan izin yo. Ouvriye yo gen dwa esprime pozisyon yo nan mach oswa nan lòt aktivite yo chwazi;

3) Reyentegrasyon tout ouvriye revoke yo ak sa ki an sispansyon yo touswit epi peye yo tout aryere sale jou yo pa t travay yo;

4) Fòk oganizasyon nan mouvman sendikal ki te chwazi Fignole St Cyr pran desizyon pou revoke li pou trèt, pou kou nan do li bay ouvriye yo nan priz pozisyon l ap fè nan radyo yo pandan n ap rele anmwe kont dezisyon 225 goud la;

5) Mobilizasyon an ap kontinye an 2014 pou nou rache yon sale pwodiksyon ki jis, ki pa la pou kraze kouraj nou;

6) Randevou devan Sonapi demen mekredi 16 desanm pou n al devan palman pou fè tande vwa nou lè konsey Siperye Sale ap reponn a konvokasyon yo ansanm ak minis MAST la nan Sena a ;

N ap fè apèl a tout òganizasyon dwa moun yo, òganizasyon pwogresis yo, òganizasyon sendika, òganizasyon popilè konsekan yo pou yo vin soutni kòz n ap defann lan, vin patisipe nan mach la ak nou an siy solidarite. N ap pwofite remesye divès avoka , ekonomis ak oganizasyon dwa moun tankou BAI ki deja ap ba nou soutyen nan batay legal n ap gen pou mennen kont revokasyon manb nou yo. Soutyen popilasyon an te ban nou lè nou te sou beton an, nan 3 jou mobilizasyon yo, se yon sewòm vitamin ki fè nou konprann batay nou an paka rete la poutet reprezay ak represyon patwon yo adopte fas a nou. N ap reziste epi Batay la ap kontinye pi red!

Komisyon Sendikal Mobilizasyon sou Salè/ 17 desanm 2013

Le portrait réalité de l'avortement en Haïti

Par Ayiti Kale Je

« J'ai avorté à trois reprises. La première fois j'avais 15 ans. J'étais encore à l'école. Garder l'enfant aurait été une honte pour ma famille. J'ai caché ma grossesse à mes parents et j'ai avorté. Les deux autres fois, j'avais déjà des enfants... Je préfère avorter plutôt que de compromettre l'avenir de mes enfants », raconte une femme de 24 ans, mère de deux enfants, à Ayiti Kale Je (AKJ).

« Je suis tombée enceinte à 19 ans parce que mon copain n'a pas su utiliser le condom correctement. Je ne pouvais pas infliger un tel châtiment à mes parents. J'étais encore à l'école, je ne pouvais pas prendre les responsabilités d'un enfant, alors j'ai avorté avec le consentement de mes parents », explique une femme de 21 ans.

Malgré son caractère illégal, la pratique de l'avortement est monnaie courante dans la société haïtienne.

Des femmes haïtiennes se font avorter clandestinement. Les plus exposées sont celles des couches défavorisées qui, contrairement aux femmes Duperval Guillaume, avance que « *sur chaque 100 000 naissances vivantes on enregistre 630 morts* », dûs à diverses complications. Le Ministère de la santé estime que 20 à 30% des cas de mortalité maternelle sont dus à des avortements bâclés.

Au niveau mondial, on décompte près de 40 millions de cas d'avortement par année, avec plus de 4 millions dans les Amériques. La moitié des avortements au niveau mondial est effectuée dans des conditions malsaines. Chaque année, au moins 70 000 femmes meurent et plus de 8 millions connaissent des problèmes médicaux à cause de ces mauvaises conditions.

D'après le rapport *Abortion Worldwide* : A *Decade of Uneven Progress* (L'avortement dans le monde: une décennie de progrès inégaux), 98% des avortements dans les pays pauvres se font dans des conditions dangereuses. Les femmes vulnérables dans les pays pauvres sont en proie à de très hauts risques si l'avortement demeure illégal. Au Guatemala, Mexique, Pakistan et en Ouganda, par exemple, 45-75% des femmes vivant en dessous du seuil de la pauvreté ont des complications suites à des avortements clandestins.

Selon les résultats de l'étude EMtance médicale.

Le curetage est nécessaire dans le stade avancé de la grossesse, trois mois ou plus, et se fait à l'aide d'un appareil mécanique d'aspiration.

A la rue Joseph Janvier, nous avons visité une pharmacie atypique. Aucune enseigne n'est affichée à part la peinture habituelle (vert et blanc). Pour tout décor, il n'y a que des vêtements usagés accrochés à des murs.

Dans cette pharmacie, une jeune fille, assise dans un couloir, reçoit des demandes. Elle est là également pour indiquer la liste des médicaments offerts, puisque ces derniers ne sont pas visibles. Entre autres services, elle vend l'avortement par injection.

« Si le Cytotec ne marche pas, on peut faire une injection à la personne, qui lui coûtera 1 000 gourdes (US$ 23.25). Ce n'est pas risqué. On est ouvert du lundi au vendredi », dit-elle.

La fille vend le « Pitocin » ou oxytocin, un médicament à base d'hormone naturelle qui provoque la contraction de l'utérus. Certaines femmes l'utilisent pour se faire avorter.

« Je reçois des femmes qui disent avoir avorté par injection du Pitocin. Le Pitocin se procure facilement dans les pharmacies », confie une infirmière.



Une pharmacie à la rue Mgr. Guilloux au centre-ville de Port-au-Prince.
Photo : AKJ/ Marc Schindler St-Val

de la couche aisée, n'ont pas la possibilité de se faire avorter dans des cliniques à Port-au-Prince, dans des centres spécialisés en Floride ou ailleurs. Les femmes pauvres ont recours à des produits abortifs, des pharmaciens, des « médecins-feuilles » ou des médecins ayant des diplômes reconnus, qui opèrent sans aucune supervision sanitaire étatique.

Depuis [...] dernier, le sujet de l'avortement a occupé l'actualité, mais le débat s'est surtout concentré sur la maternité et le devoir des femmes. AKJ a conduit une enquête sur la réalité de l'avortement en Haïti, avec l'espoir qu'à l'avenir, le débat pourra se fonder sur des faits plutôt que sur la morale et les mythes.

Olga Benoit de l'organisation féministe *Solidarite Fanm Ayisyèn* (Solidarité des Femmes Haïtiennes-SOFA), reconnait que la pratique de l'avortement est une réalité dans la société, malgré son interdiction par la loi.

« Il y a une très grande différence entre ce que la loi prescrit et la réalité des populations », soutient-elle. « Depuis 1987, la SOFA a constaté que de très jeunes filles, de jeunes femmes et des adolescentes étaient exposées à des risques énormes pour leur vie et pour leur santé du fait qu'elles avaient recours à des charlatans pour pratiquer un avortement », explique Benoit.

« Au fil des années, des médecins n'ont pas cessé de se plaindre de ces cas qui viennent dans des hôpitaux dans une situation critiques suite à un avortement », ajoute-elle.

En Haïti, il est difficile de préciser le nombre de femmes décédées suite à un avortement. Lors d'un récent atelier, la Ministre de la santé publique et de la population (MSPP), Dr. Florence

MUS-V HAITI 2012, un rapport commandité par le MSPP, sur 352 femmes qui ont avorté depuis 2007 « quarante pour cent (40%) ... ont déclaré avoir eu des complications ».

Pour l'obstétricienne et gynécologue Nicole Magloire, secrétaire exécutive de la Concertation nationale contre la violence faite aux femmes, il existe des médecins haïtiens capables de faire des avortements chirurgicaux sans risques, mais « puisque c'est puni par la loi, les médecins habiles capables de le faire dans des conditions sanitaires sécuritaires opèrent clandestinement, et à un coût très élevé, donc ce n'est pas un service accessible. »

Une pratique non-régularisée

Assise dans une pharmacie assez garnie de médicaments, de produits cosmétiques et d'articles pour nourrisson à la rue Monseigneur Guilloux (au centre de la capitale), une pharmacienne dans la cinquantaine décline, dans un langage familier, des méthodes d'avortement appliquées sur le terrain.

« Si la femme n'a pas encore atteint trois mois, elle peut prendre deux comprimés de Cytotec par voie orale et un autre par voie vaginale avec de la bière » dit-elle. « Si elle a déjà trois mois elle doit faire un curetage qui lui coûtera 3 500 gourdes (US$ 81.40) dans notre laboratoire. »

« Cytotec » est le nom commercial du misoprostol, un médicament anti-ulcéreux fréquemment détourné à des fins d'avortement médicamenteux en Haïti. Une telle fréquence d'utilisation du Cytotec dans l'interruption volontaire de grossesse s'explique par son efficacité mais aussi par son faible coût, par son accessibilité dans les pharmacies et sa facilité d'usage sans assis-

Une méthode encore moins chère est celle administrée par des « médecins feuilles » ou matrones (personnes pratiquant la médecine naturelle), qui composent des doses à base de plantes, de comprimés et d'alcool. C'est une méthode médicamenteuse traditionnelle



Une rangée de pharmacies à la rue Mgr. Guilloux au centre-ville de Port-au-Prince. *Photo : AKJ/Marc Schindler St-Val*

locale qui entraine des risques importants.

« Je leur compose une dose préparée avec des feuilles telles que : racines de verveine, de campêche, et d'acajou, mélangés avec une plante communément appelée 'cresson dent noir', des comprimés de chloroquine et de Saridon (paracétamol, propyphénazone et caffeine), de 6 à 12 comprimés antibiotiques et de vin ou *clairin* (eau de vie haïtienne). Si la dose ne réussit pas, alors on administre un purgatif à la femme... Dans certains cas il faut attendre environ 22 jours pour obtenir le résultat escompté », révèle une femme qui pratique la médecine traditionnelle depuis 50 ans.

Pénaliser les femmes ou dépénaliser l'avortement ?

Dans la société haïtienne, le sexe est un sujet tabou. Mais l'avortement l'est encore davantage. D'ailleurs la loi haïtienne le condamne sous toutes les formes. L'article 262 du Code Pénal punit au même titre que la femme qui se fait avorter, les personnes qui l'ont aidée ou assistée.

Le débat sur la possibilité d'une légalisation de l'avortement est très controversé. Les discours, depuis le coup d'envoi officiel des discussions autour de cette problématique lancé par le MSPP en mai dernier, sont une preuve. Mais une telle controverse demeure inévitable et nécessaire, compte tenu de la gravité du problème, d'après la Ministre de la santé.

«Dans le monde entier, l'avortement reste et demeure un sujet de grandes controverses», avance la première responsable de l'MSPP dans un article du *Nouvelliste*. « La législation haïtienne prévoit jusqu'à la condamnation à perpétuité contre ceux qui sont impliqués dans l'avortement. Par conséquent, beaucoup de femmes mortes suite à une telle pratique sont enregistrées sous d'autres rubriques. »

Plusieurs acteurs religieux s'opposent à tout projet de loi visant à légaliser l'avortement en Haïti.

SOFA pense que la dépénalisation de l'avortement est urgente.

« Tant que l'Etat maintient que c'est un crime, c'est qu'il ne va rien faire pour s'assurer que les femmes qui sont dans une situation où elles doivent avoir recours à l'avortement le fassent dans des conditions où leur vie ne soit pas en danger. Actuellement, n'importe quelle personne peut sévir contre elles », s'inquiète Benoit. « Certaines femmes se font charcuter par des médecins et n'ont aucun recours. »

Une femme, âgée de 43 ans, avec deux enfants à sa charge, savait qu'il était risqué de se faire avorter. Mais malgré tout, elle l'a fait : « Mon mari était brutal, je savais que tôt ou tard on allait se séparer, alors j'ai avorté pour qu'il ne me quitte pas avec un enfant de plus. J'en avais déjà deux. »

Ayiti Kale Je a décidé de cacher les Identités des femmes et des divers fournisseurs de l'avortement interrogés pour cette histoire, en raison des pénalités sévères que la loi haïtienne pourrait leur imposer.

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre **AlterPresse**, la **Société pour l'Animation de la Communication Sociale** (SAKS), le **Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes** (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/ Université d'Etat d'Haïti.

Port-au-Prince, HAÏTI, 12 décembre 2013

Lettre
Dimanche 15 décembre 2013

Haiti Liberté
1583 Albany Avenue
Brooklyn NY 11210

Chers Compatriotes,

A l'aube du 210ème anniversaire de notre Indépendance, notre pays est entre les mains de politiciens médiocres, incompétents et malhonnêtes.

Le peuple n'est pas représenté, l'anti-patriotisme fait école, les oligarchies s'accrochent à leurs petits privilèges, et enfin, les électeurs ne font que voter pour des candidats dont les programmes sont une longue liste de mesures démagogiques, très vite oubliée une fois l'élection passée.

Compatriotes de Haiti Liberté, en dénonçant sans relâche, les nouvelles menaces ; en mettant en garde nos citoyens contre les nouveaux périls, vous faites une oeuvre de « Haute Politique ».

Ainsi, vous êtes à l'instar des penseurs de l'antiquité et modernes des « Soldats Politiques » capables tout à la fois de faire preuve de courage, de lucidité et de dévouement.

Finalement, j'espère que les lecteurs de Haiti Liberté, en 2014 et les années successives, quelles que soient leurs options politiques, philosophiques ou religieuses s'y trouveront toujours à l'aise lorsqu'ils se reconnaissent dans le combat pour la dignité de l'homme.

Je profite de cette occasion pour souhaiter à Haiti Liberté, Berthony Dupont, Kim Ives, Pierre L. Florestal, Frantz Latour, Marie-Célie Agnant et les autres un « Ad Multos Anos ».

Patriotiquement,

Lavalas 2001

Note de la Direction

Notre fidèle lecteur, Lavalas 2001, encore cette année, nous gratifie d'une lettre que nous prenons plaisir à publier dans le journal de sorte que ses bons souhaits ne tombent dans des oreilles de sourds.

Nous remercions bien sincèrement ce compatriote qui ne nous a jamais abandonnés de ses soutiens financiers et qui nous invite à être de ces soldats modèles par notre courage et notre lucidité dans l'effort.

Berthony Dupont

Halte au rachitisme intellectuel !

Par Harry Moise et Wilsot Louis

Après l'assassinat du professeur militant Jn. Anil Louis-Juste le 12 janvier 2010, beaucoup de camarades intellectuels (de gauche) avaient prédit l'éventuel déclin de l'intelligence à l'Université d'État d'Haïti (UEH). On pensait que les étudiants allaient être les premiers à tomber dans la dérive, mais on se trompait apparemment. Quoique certains d'entre eux se soient « convertis » en réactionnaires, et malgré le manque d'engagement de la majorité des étudiant-e-s de l'UEH ces derniers temps, la minorité agissante semble s'efforcer de conserver bel et bien son hégémonie culturelle sur la majorité. Laquelle hégémonie culturelle, nous le pensons bien, permettra aux avant-gardistes de débarrasser l'université du peuple des « intellectuels » réactionnaires comme M. Luné Roc Pierre Louis dit « Zago ». On ne voulait pas réagir sur la lettre du « professeur », de peur de ne nous rabaisser à sa petitesse d'esprit, mais en tant qu'intellectuels conscients de notre tâche qui consiste à donner la direction à la société, nous pensons qu'il serait nécessaire de discuter l'infâme pamphlet « zagotien ». Mais avant, devons-nous vous mettre un peu au parfum sur le fait que le « professeur-chercheur » n'a pas su appréhender.

De quoi s'agit-il ? En fait dans une lettre adressée au doyen de l'Institut National d'Administration, de Gestion et des Hautes Études Internationales (INAGHEI) dont nous avons pris connaissance – le jeune docteur en sciences de l'information et de la communication félicite les dirigeants inagheins d'avoir mis à la porte quatre (4) étudiants que le métaphysicien-mégalomane Zago étiquette de délinquants. Ceux qui le connaissent savent bien qu'il n'est pas à sa première tentative de dénigrement. Car il est très connu de la Faculté des Sciences Humaines (FASCH) pour son maniement de la médisance et de la diffamation (d'aucuns se rappellent son épisode de mars 2007 où il s'est voulu victimisé après avoir médit et diffamé d'honnêtes gens[1]), il invite même les responsables d'autres entités facultaires a sombrer dans la même route obscure qui est de balayer toute contestation de l'ordre corrompu et patrimonialiste.


De gauche à droite M. Luné Roc Pierre Louis dit « Zago » et Marc Lits

Pourquoi vouloir expulser les étudiants ? Bien qu'aucun audit n'ait encore été fait, l'INAGEHI reste officieusement l'une des entités de l'UEH les plus critiquées pour la corruption qui semble, selon certains, la ravager. La corruption parait si vraie, que l'imaginaire collectif haïtien a pris coutume de comparer cette institution universitaire à la « Direction Générale des Impôts (DGI) », et ses étudiants aux « raquetteurs » qui rodent à l'intérieur comme à l'extérieur de celle-ci. Plusieurs générations d'étudiants et de professeurs ont, dans des notes et des prises de position publiques, dénoncé la situation de corruption généralisée au sein de cet institut. Conscient de cette situation de honte, un groupe d'étudiants engagés-es ont pris l'initiative de s'organiser en vue de tuer cette honte pour ne pas mourir de honte à l'avenir. De concert avec certains professeurs, ils ont mis sur pied une cellule de surveillance qui avait pour tâche de combattre le pistonnisme (Ce que Jn Anil appelle la pratique de la permanence compensatoire dans la gestion académique de l'historique curriculaire des étudiants (2003 :25)) dans cet institut de l'UEH. Ceci a permis certes, de réduire les pratiques malhonnêtes, mais leur ont également créé des ennemis du côté de professeur (s) corrompu (s), duvaliériste et mikyiste. C'est cet acte de bravoure que M. *ZAGO*, dans son étroitesse d'esprit et sa méchanceté de vipère qualifie de « délinquance ». En outre, si M. Zago avait pris le temps de faire un peu d'histoire, il aurait su que l'histoire des sociétés est une histoire de lutte qui se solde toujours par la défaite des plus faibles au détriment de ceux qui détiennent l'avantage des rapports de force. Et par conséquent il aurait pris soin de chercher à mieux organiser sa pensée, si tel est vraiment son métier. Parce qu'il nous semble que la raison pour laquelle il a traité les étudiants de délinquants, c'est parce que, tout simplement, ils n'ont pas su, comme l'ancien grévdiste, mettre le rapport de force de leur côté pour vaincre la honte. Mais au contraire dans cette situation de crise à L'INAGEHI, c'est la honte qui a triomphé comme il est de nos jours coutume en Haïti.

En lisant le pamphlet du « professeur » il nous a été donné de constater qu'il a fait montre de sérieuses lacunes, non seulement de caractère et d'élégance, mais aussi de protocole, d'objectivité et d'éthique. Quand le docteur Zagito voulait que l'ajustement des salaires soit en sa faveur pour pouvoir sabler les meilleurs Whiskys et vins mais sans aucune responsabilité comme chercheur-enseignant, il se montrait protocolaire. Quand en salle de cours il cherche à mener ses étudiants en bateau, il se prétend être objectif et reste épistémiquement « Droite ». Mais quand on demande au « professeur » d'exercer son métier de penseur et de réfléchir objectivement sur les faits sociaux, il perd son objectivité et montre son vrai visage de malhonnête. Selon le code d'éthique de l'Association Américaine de Sociologie (ASA) approuvé en 1997 :

« Les sociologues s'efforcent de maintenir le plus haut niveau de compétence dans leur travail. Ils reconnaissent les limites de leur expertise. Ils ne s'engagent que dans des tâches pour lesquelles ils sont qualifiés par leur éducation, leur formation ou leur expérience ».

Docteur Zagito n'est peut-être pas sociologue, mais ce que dit cette charte est valable pour tout chercheur digne de ce nom et qui se respecte.

En voulant entrer dans les bonnes grâces des dirigeants de facto de l'INAGEHI le professeur à la Faculté des Sciences Humaines (FASCH), n'a même pas pris le soin d'utiliser son entonnoir. Il s'est juste contenté des effets collatéraux des évènements. Et on voit bien qu'il n'est pas dialecticien, le pauvre ! Il s'est juste contenté de la forme, le fond est le cadet de ses soucis. Voilà ce qu'il écrit dans son pamphlet :

« J'apprécie votre courage pour avoir donné réponse à la délinquance de ces quatre délinquants qui se firent passer pour des étudiants de votre faculté. Il vous reste à demander à la justice haïtienne de faire la suite. »

Ici le professeur baigne dans la plus totale incohérence. Et vous pouvez en mesurer le danger que courent les étudiants de la Faculté des Sciences Humaines avec lui. Nous aimerions bien que le docteur nous explique comment peut-on exclure d'une faculté des étudiants qui n'en étaient pas membres ? Est-ce que le docteur voulait dire que la liste des étudiants de l'INAGHEI contient des vrais et des faux étudiants ? Si oui, faudrait-il qu'il nous éclaire un peu sur la différence qu'il peut y avoir entre un vrai et un faux étudiant. Ou alors est ce qu'il voulait traiter les victimes de schizophrènes ? Si oui ce n'est pas à la justice qu'il faut recourir le premier, c'est à la médecine mentale nom de dieu ! En outre, si c'est le cas, on n'est pas sorti de l'auberge. Parce que si on doit chercher des fous, nous ne croyons pas que ce soit du côté des étudiants qu'on va en trouver. Mais comme nous vivons dans un pays de fous, les non fous sont susceptibles de se faire traiter de fous. Comme dit Gary Victor dans son roman *À l'Angle des rues parallèles* « le monde est fou et ceux qui ne sont pas fous sont traités de fous par les fous ».

Notons que les étudiants expulsés qui étaient dument matriculés pour l'année académique 2012-2013 ont été mis au courant de leur expulsion sur les ondes de médias de la capitale. Et certaines des victimes n'étaient même pas sur place lors de l'évènement pris en prétexte qui donne suite à cette décision inique. *Ki dirijan ki gen tout tèt li sou zepòl li ki kab pran yon desizyon tèt chaje konsa ?*

Quand le docteur Zagito, qui se veut être chercheur, peut oser penser, que sous le couvert de son statut de professeur, il peut écrire n'importe quoi, sans faire montre de capacité de réflexions et d'objectivité, et le soumettre à la communauté scientifique, l'institution universitaire serait-elle sur le point de ne plus l'être pour devenir un repère de vagabondage et de crétinisme ?

Zagito ne sait-il pas que, le métier du chercheur est un métier qui se base sur la vérité scientifique et l'objectivité, et non pas sur le mensonge et de la réflexion rachitique. Griffonner sur du papier ne veut pas (n'est pas forcément synonyme de réflexion et analyse rationnelle, la preuve bon nombre de fous le font) dire réflexion et analyse rationnelle. Malheureusement le « spécialiste » en sciences de l'information et de la communication, comme dans son habitude a fait une « sortie crabe » dit-on. Son doctorat semble-t-il n'a pas fait évoluer sa compétence. Car en matière de réflexion et d'analyse il était plus doué quand il était étudiant. Hélas pour l'UEH ! Serait-il un nivellement intellectuel vers le bas ?

Le docteur Zago, comme son nom l'indique, s'érige en « **Zago Loray** » pour fouler aux pieds les droits et devoirs des étudiant-e-s. Il poursuit avec la plus virulente arrogance pour dire : « Par ailleurs, je veux croire que dans chaque faculté de l'UEH, il reste beaucoup de délinquants à expulser. Les dirigeants de chaque faculté, de concert avec le rectorat, doivent agir en ce sens ». Sans aller trop loin, on peut nous demander comment un professeur d'université oserait penser à écrire une telle idiotie ? Comment son cerveau arrive à vomir une pareille bévue comme chercheur ?

Il est temps qu'un Zagito impuissant comprenne que les responsables à l'UEH ne sont pas aussi bêtes comme il le prétend en appliquant son ignoble proposition.

Alors, M. le Professeur chercheur, VOTRE DEVOIR EST A REFAIRE !!!

La Maison Rouge, 9 Décembre 2013

1. Certains intellectuels ont tendance, sous le couvert d'un diplôme ou d'un titre, à sacrifier la réalité objective par méchancetés ou par incompétence au profit du mensonge et de l'immoralité.

2. Voir « l'affaire zago de 2007 » dans les numéros 63 et 64 du journal Le Nouveau Rasoir, journal paru dans les années qui suivent le mouvement grenn nan bouda à la FASCH dont le docteur Zagito était le directeur-fondateur et dans les débats diffusés sr cette affaire sur le forum de Haitianpolitics en mars 2007.

Illegal, Unsafe, and Widespread:

Abortion in Haiti

by Haiti Grassroots Watch

Although it is illegal, abortion is common in Haiti.

"I have had three abortions," a 24-year-old mother of two explained to Haiti Grassroots Watch (HGW). "The first time, I was 15 years old. I was still in school. I would have brought shame on my family if I had given birth to the child. I hid my pregnancy from my parents and then had a procedure. For the other two times, I already had children… I decided to abort rather than put the future of my children in jeopardy."

"I got pregnant when I was 19 years old because my boyfriend didn't know how to correctly use the condom," a 21-year-old woman explained. "I could not punish my parents like that. I was still in school, and I couldn't take on the responsibility of a child, so I had an abortion, with my parents' consent."

Haitian women have the procedure in secret. Women from the lower classes are most at risk, because, unlike wealthy women, they cannot travel to specialized clinics in places like Florida. Poorer women have to use various medicines from pharmacists or traditional healers, or they have operations performed by doctors working without any oversight from health authorities.

Since last May, when the topic of abortion was brought to the fore, the debate has often focused on proclamations about motherhood and women's duties. HGW decided to undertake an investigation into the reality of abortion in Haiti, in the hopes that in the future, the debate might be based on fact rather than mythology.

Olga Benoit of the organization *Solidarite Fanm Ayisyèn* (Solidarity for Haitian Women or SOFA) recognizes that abortion is part of Haitian society, despite being illegal. For her, fake doctors (called "*charlatans*" in Haitian Creole) pose the greatest risk.

"There is a big difference between what the law says and what is really happening on the ground," she said. "Ever since 1987, SOFA has noted that girls, adolescents and young women are exposed to enormous risks – risking their health and even their lives – because they have to go to a *charlatan* to get an abortion."

"As the years go by, more and more doctors have complained about the cases of women in critical condition who end up in the hospital after an abortion," she added.

It is difficult to know how many women have died following abortions in Haiti. During a recent workshop, Public Health and Population Minister Dr. Florence Duperval Guillaume said that "of every 100,000 live births, we have recorded 630 maternal deaths," due to complications. The ministry speculates that 20% to 30% of maternal deaths are due to botched abortions.

Studies estimate that there are about 40 million abortions per year worldwide, with more than four million in the Americas. Globally, half of all abortions take place under unsafe conditions and each year, 70,000 women die, and over eight million suffer medical complications following abortions due to improper conditions or follow-up.

According to the recent report *Abortion World Wide: A Decade of Uneven Progress*, 98% of abortions in poor countries take place in dangerous conditions. Vulnerable women in poor countries where abortion is illegal run the most risk. In Guatemala, Mexico, Pakistan, and Uganda, for example, 45% to 75% of women living below the poverty line have complications after clandestine abortions.



Since abortion is illegal in Haiti, many women have the operation done secretly by doctors and "charlatans" working without any oversight from health authorities.



Cytotec is the commercial name for misoprostol, an anti-ulcer drug frequently used to induce miscarriages in Haiti. Each packet costs US$2.32.



A row of pharmacies on Rue Monsignor Guilloux in downtown Port-au-Prince. They sell miscarriage-inducing drugs like Misoprostol over the counter.

According to the Haitian government study EMMUS-V HAITI 2012 overseen by the Public Health and Population Ministry (MSPP), of 352 women who admitted to having an abortion since 2007, "40% said they had complications afterwards."

Obstetrician and gynecologist Nicole Magloire, who is also executive secretary of the National Consultancy Against Violence Against Women, said that Haiti has doctors capable of performing surgical abortions safely, but, "because it is illegal, good doctors who are capable of doing the procedure in safe sanitary conditions have to operate clandestinely, and this makes it more expensive, and thus largely inaccessible."

Completely Unregulated

Seated in a pharmacy full of medicines, cosmetics, and baby items on Rue Monseigneur Guilloux downtown, a pharmacist in her fifties explains the choices in familiar terms.

"If the woman hasn't yet reached three months, she can take Cytotec pills by the mouth and another in the vagina, with a little beer," she said. "If she is already at three months, she needs to do a curettage, which will cost 3,500 gourdes (US$ 81.40) in our laboratory."

"Cytotec" is the commercial name for misoprostol, an anti-ulcer medicine frequently used to induce miscarriages in Haiti. Misoprostol is the most common abortion method because it is low priced, easy to find, and because no doctor is needed.

Women need curettage if their pregnancy is advanced beyond three months. Curettage is a procedure involving an aspirator device.

On another street, Joseph Janvier, used clothing is displayed on hangers along the wall of a building with no sign. Behind the shirts and pants, the walls are painted green and white, the traditional colors for pharmacies. Inside, a young woman sits in the hallway to answer questions and to explain the medical "menu," which is not posted. Among other services, she sells abortion via injection.

"If Cytotec does not work, we can do an injection," she said. "That costs 1,000 gourdes (US$ 23.25). It's not risky. We are open Monday through Friday."

The woman is selling "Pitocin" or oxytocin, a medicine based on a hormone that causes the contraction of the uterus. Some women use it to cause an abortion.

"I frequently see women who have taken a Pitocin injection," a nurse told HGW. "It's easy to get at pharmacies." "Leaf doctors" or traditional healers offer a less expensive method. They prepare a medicine with plants, pills, and alcohol, with all the risks one might imagine. It could be considered the "Haitian medical method."

"I mix a 'dose' leaves from *pwason dan nwa* ("Black Teeth Fish" plant) and the roots of verbena, logwood (*Campeche*), and mahogany, mixed with chloroquine and Saridon (acetaminophen, propyphenazone, and caffeine), with six to ten antibiotic pills, and then wine or *clairin* (a strong Haitian alcohol made from sugarcane)," a woman with 50 years of experience explained to HGW. "If the dose doesn't work, then I give the woman a purgative. In some cases, you have to wait about 22 days to get the hoped-for result."

Punish women or legalize abortion?

The discussion of sex is a taboo in Haitian society, but the discussion of abortion is even more so. Haitian law outlaws the practice in all its forms. Article 262 of the Penal Code punishes both the woman who has sought an abortion, as well as those who assist her.

The debate on the possible legalization of abortion is very contentious. Statements of all sorts have been made in the press since last May, when the MSPP launched the debate over possible legalization. But the controversy is inevitable and necessary, according to Minister Dr. Guillaume.

"All over the world, abortion is one of the great controversies," the minister said in an article in *Le Nouvelliste*. "Haitian law goes as far as to condemn those involved in abortion to a life sentence in prison. This is why many of the women who die following a procedure are registered as having died of another cause."

Various religious leaders have taken stands opposing the legalization in Haiti.

SOFA believes legalization is urgent.

"So long as the state continues to consider it a crime, it will do nothing to assure that women who are obliged to have an abortion can do so under conditions that do not put their lives in danger," Benoit noted. "At the moment, people can take advantage of women. There are women who have been butchered by doctors but who have nowhere to turn."

A 43-year-old woman with two children knew that abortion was risky. She did it anyway: "My husband was brutal. I knew that sooner or later, I would leave him, so I had an abortion so that he wouldn't be leaving me with one more child. I already had two."

Haiti Grassroots Watch decided to withhold the names of the women and of the various abortion providers interviewed for this story due to the several penalties to which both would be subject, according to Haitian Law.

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA), community radio stations from the Association of Haitian Community Media and students from the Journalism Laboratory at the State University of Haiti.

CUBA : QUE SIGNIFIE ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI

Par Jorge Luis Acanda*

Quand Elier m'a invité à venir parler sur ce thème, « que signifie être révolutionnaire aujourd'hui », et m'a dit que l'intervention aurait lieu un torride mercredi de juin à quatre heures de l'après-midi, j'ai douté que ce sujet parvienne à attirer une quantité appréciable de personnes. En arrivant ici, en dépit de la chaleur infernale, de la violence du soleil qui nous frappe à cette heure et des difficultés du transport et en constatant que cette salle regorge de monde, il m'est revenue l'histoire fameuse de ce poète amoureux dont l'amante lui demanda ce qu'était la poésie et qui répondit : « la poésie, c'est toi ».

Le fait que vous soyez venus jusqu'ici en dépit de tous les inconvénients, me permet de paraphraser ce poète et dire que si l'assistance me demande ce que c'est que d'être révolutionnaire, je répondrai que les révolutionnaires, c'est vous. Et cela ne sera pas un simple artifice rhétorique pour me gagner la faveur de l'auditoire, mais



Le premier janvier 1959, nous étions tous, à Cuba, révolutionnaires. Il y avait un consensus majoritaire sur le fait que le renversement de la dictature devait ouvrir la voie à des transformations de la société cubaine


Un des grands mérites de Fidel a consisté à démontrer que la révolution à Cuba devait être socialiste si elle voulait être authentique. Que révolution était synonyme de socialisme

l'expression de la joie que me procure le fait de constater que, malgré les obstacles mentionnés, une quantité appréciable de personnes se réunit aujourd'hui ici. Joie motivée par l'impression que j'ai de ce que beaucoup dans ce pays ne s'intéressent pas à cette question de savoir ce qu'est la révolution ni à la conceptualisation et à la définition de ce que cela signifie d'être révolutionnaire.

Je veux être prudent avec les mots et je dis simplement que beaucoup de gens ne s'intéressent pas à cette question. Je ne peux pas affirmer que c'est la majorité ; mais je soutiens bien l'opinion que pour un secteur important de notre population ce thème suscite le désintérêt et même le rejet. Au minimum, on peut affirmer que les mots « révolution « et « révolutionnaire » ont subi une usure au cours de ce dernier demi-siècle. On les a tant utilisés pour dissimuler des rafistolages, des improvisations, les excès de volontarisme et les erreurs en tous genres qu'ils ont perdu beaucoup de leur force initiale. Et cela, dans le cas spécifique de Cuba, interpelle beaucoup, parce que- contrairement à d'autres nations- dans la nôtre, le mot « révolution' » a occupé une place importante et très positive dans l'imaginaire et le vocabulaire politiques depuis presque un siècle et demi.

Depuis le début de nos luttes indépendantistes, en 1868, le mot révolution a acquis une aura de gloire. Durant les vingt premières années du dix-neuvième siècle, elle s'est un peu diluée, mais, avec l'arrivée de Machado et des luttes contre lui, le mot s'est à nouveau changé en une référence chargée de prestige. Beaucoup de mouvements politiques revendiquaient l'adjectif « révolutionnaire » et l'utilisaient dans leur nom, même quand ils n'avaient rien de révolutionnaire. Le grand banditisme de la fin des années 1930 et des années 1940, curieux mélange d'esprit de far west et de corruption, utilisa cet adjectif pour se désigner lui-même. Que l'utilisation des mots révolution et révolutionnaire aient eu une charge légitimatrice per se, ce que démontre le fait si curieux que le coup d'Etat du 10 mars 1952 ait essayé de se présenter lui-même comme la « révolution marsiste » et je demande qu'on remarque que j'écris ici- comme on écrivait à cette époque- « marsiste », et non pas « marxiste », puisqu'il s'agit de faire référence précisément au mois où a eu lieu ce coup d'Etat). A partir de cette date, sont nées diverses organisations pour s'opposer à la dictature de Batista et, une fois de plus, le choix de beaucoup d'entre elles, y compris celles qui n'avaient rien de révolutionnaire, invoquait ou utilisait cet adjectif.

Après le premier janvier 1959, nous étions tous, à Cuba, révolutionnaires. Il y avait un consensus majoritaire sur le fait que le renversement de la dictature devait ouvrir la voie à des transformations de la société cubaine. Un consensus sur le fait qu'il était nécessaire de résoudre des problèmes tels que l'existence du latifundium et de ses conséquences sociales à la campagne, la corruption politique, l'analphabétisme, le chômage, etc. Cela ne veut pas dire que tous voulaient réellement résoudre ces problèmes. Il est clair que les propriétaires terriens n'étaient pas intéressés par l'élimination du latifundium et que la classe politique ne voulait pas éradiquer la corruption dont elle vivait, mais ils ne pouvaient s'opposer publiquement à cela. L'immense majorité de la population voulait des transformations profondes. Elle voulait une révolution. Et la question, le problème, se posait en termes de définition de la chose que devait être la révolution, de comment elle devait être. Quelles caractéristiques avait elle à avoir ? Je pense qu'un des grands mérites de Fidel a consisté à démontrer que la révolution à Cuba devait être socialiste si elle voulait être authentique. Que révolution était synonyme de socialisme. Et durant ces deux ou trois premières années de la décennie 1960 un des deux camps dans la lutte idéologique se concentrait sur le contenu du concept de révolution et de ce qui était vraiment révolutionnaire, avec la conséquence que les ennemis de la Révolution (et maintenant j'utilise le concept avec une majuscule, parce que je fais référence à un objet spécifique- le projet de transformation sociale socialiste) ne pouvaient plus que continuer à se revendiquer comme les vrais révolutionnaires, tant le prestige et la charge légitimatrice du concept étaient forts.

Pour le confirmer, je vais seulement présenter deux échantillons : le premier, c'est qu'une des organisations contre-révolutionnaires les plus importantes de ces années s'est auto-proclamée « Movimiento de Recuperacion Revolucionaria » ; le second, c'est que, même le président des Etats-Unis d'alors, John F. Kennedy, a fait référence à notre révolution comme une « révolution trahie » pour légitimer l'implication directe et ouverte de l'empire dans l'invasion de Playa Giron [la Baie des Cochons].



Cuba, le mot « révolution' » a occupé une place importante et très positive dans l'imaginaire et le vocabulaire politiques depuis presque un siècle et demi

C'est le projet socialiste qui triompha dans cette bataille sémantique, et, pour tous, il fut clair que la révolution, c'était le socialisme. Et l'idée est toujours présente dans notre vocabulaire politique et maintient son sens positif et légitimateur. Et on continue de l'utiliser pour légitimer des stratégies et des tactiques politiques. On invoqua diverses campagnes pour « l'approfondissement révolutionnaire » à diverses dates des années 1960 et des années 1970. En 1965, eut lieu « L'Offensive Révolutionnaire », qui serait relancée en 1968. Et en 1985, commença le « Processus de Rectification », appelé à éliminer les tendances négatives qui détournaient la révolution socialiste de son cours « naturel » et pervertissaient l'essence de la révolution.

Si je fais tous ce récit historique, c'est pour expliquer pourquoi l'érosion du pouvoir mobilisateur de ce terme et de sa charge légitimatrice mérite une réflexion profonde. Entendez-moi bien : je ne suis pas en train d'affirmer que la population cubaine n'est pas révolutionnaire. Tout au contraire. Mais, comme je dirai plus bas, les termes « révolution » et « révolutionnaire » ont souffert tant d'abus qu'ils ont été déchus de la place qu'ils occupaient dans notre imaginaire. D'où la pertinence qu'il y a à reprendre un thème qui, plus d'une fois, s'est présenté dans notre histoire, mais, aujourd'hui, d'une façon plus dramatique. Et de même il est pertinent de tenir pour indispensable l'adverbe « aujourd'hui », placé à la fin de la question « que signifie être révolutionnaire ». Parce que l'histoire ne se passe pas en vain et la mémoire collective et l'inconscient collectif se chargent d'éléments qu'on ne peut pas ignorer, que l'on veuille les prendre en compte ou non.

Alors que je préparais cette intervention, je me suis souvenu qu'une fois, il y a de nombreuses années, à la fin des années 1960, j'étais dans un cinéma et on a commencé à montrer les Informations de l'ICAIC, dans lesquelles on posait une question à une série de figures publiques sur les caractéristiques que devait avoir un révolutionnaire. Après tout ce temps, je ne me rappelle plus le nom de presque aucun interviewé ni les réponses des uns et des autres. Je dis « de presque aucun » parce que le seul fait dont je garde le souvenir, c'est qu'une de ces figures était Haydee Santamaria. Et je me souviens, comme si c'était hier, que quand on lui a posé la question, elle- qui pour moi est le personnage féminin le plus symbolique de la révolution- a regardé la caméra avec ses yeux si profonds et a vite répondu : « un révolutionnaire doit participer de la condition humaine ». Pourquoi le souvenir de son affirmation demeura-t-il en moi, alors que je n'ai pas même conservé une légère idée ni des réponses ni même des noms des autres personnes qui apparurent dans ce journal ? Pourquoi à ce moment sa réponse me marqua-t-elle beaucoup plus que toutes les autres ? Et, autre question, non plus dirigée vers le passé, sinon vers le présent : pourquoi, après toutes ces années, ce souvenir perdure-t-il en moi ? Pour la première question, je peux seulement avancer une supposition. Il est très probable que les autres interviewés aient donné les réponses d'usage qu'on emploie quand on parle d'un thème si élevé. Il est très probable qu'ils aient dit que le révolutionnaire doit être un combattant inexpugnable, un être sans tache ni peur, etc. Mais Haydee, qui pouvait donner des leçons de valeur et d'engagement sans limite, alla à quelque chose de beaucoup plus simple et, pour cela, beaucoup plus important et plus essentiel : à la condition humaine.

A la seconde question, je peux répondre sans risque. Le souvenir de cette définition a perduré en moi, renforcé par l'expérience vivante, durant toutes ces années, de comportements, mesures, décisions, qui ont manqué de prise en compte de la condition humaine. Et quand une personne ou une institution agissent au nom de la Révolution en ignorant les principes élémentaires de la condition humaine, elle cause des dommages immenses à cette même révolution qu'elle prétend défendre.

Et cette anecdote sur Haydee Santamaria, je veux la mettre en relation avec une autre. Je l'ai entendue de la bouche d'Ambrosio Forent, au milieu d'une foule, lors d'une réunion à la Casa de las Americas, à l'époque de ce que certains ont appelé « la guerre des e-mails ». Si je me souviens bien, il parlait d'une quelconque figure importante du monde de l'art qui, apprenant que le Conseil National de la Culture (CNC) cessait d'exister et qu'on créait, à la place, le Ministère de la Culture à la tête de laquelle on avait placé Armando Hart, avait exprimé son approbation et sa joie face à la décision en les résumant dans un définition : « c'est une personne digne ». L'histoire est, pour moi, profondément impressionnante et riche de leçons. Le Conseil National de la Culture avait été dirigé par des personnes qui avaient un long parcours militant dans les luttes politiques et qui, en recevant une certaine portion du pouvoir, avaient converti le champ de la création artistique en un véritable enfer d'intolérance, de dogmatisme, d'exclusion et de répression. Justement, ils avaient atteint un résultat totalement contraire à celui qu'avait atteint Haydee Santamaria à la tête de la Casa de las Americas.

Nous pouvons affirmer aujourd'hui que ces quelques dirigeants du CNC (méconnus parce qu'innombrables, ce qui n'a pas empêché que la simple réapparition publique de certains d'entre eux provoque une tempête dans le monde de la création artistique, que notre État n'a pu gérer qu'en les plongeant de nouveau dans l'oubli) a fait énormément de mal à la Révolution. Certains d'entre eux avaient des connaissances théoriques profondes sur l'art et la littérature. Ce que n'avait pas Haydee. Et durant des années, ils avaient appartenu à un parti marxiste-léniniste, se conformant rigoureusement à la discipline de parti, souffrant les persécutions politiques, se montrant fermes sur les principes etc. Mais la politique qu'ils imposèrent depuis la sphère du pouvoir qui les avait intégrés avait été franchement contre-révolutionnaire. En revanche, Haydee, elle, avait été vraiment révolutionnaire dans son action comme présidente de la Casa de Las Americas. Parce que, en plus de posséder toutes les caractéristiques mentionnées (discipline, fermeté, courage), elle plaçait toujours la condition humaine (sa condition humaine) en première place, comme principe clé de sa façon de faire.

Rappelant ce qui s'est passé dans le champ de la création artistique dans notre Révolution et comparant cela à ce qui a eu lieu dans d'autres pays socialistes, on peut légitimement établir une connexion interne entre les prétendues « politiques culturelles » dans l'histoire des mouvements révolutionnaires de type marxiste et les valeurs morales. La doctrine du « réalisme socialiste » ne pouvait s'imposer que par des conduites immorales, indignes, qui violaient la dignité de la condition humaine, parce que, rationnellement, elle est indéfendable. Et si nous continuons à nous rappeler l'expérience de quatre-vingt dix ans de tentatives pour construire le socialisme sur trois continents, et que nous passons du champ de l'art au champ de l'économie, au champ de l'éducation, et, ainsi, un domaine après l'autre, nous pouvons constater une connexion interne entre la politique et la morale. Toutes ces positions, lignes politiques, comportements et doctrines politiques qui conduisirent ces révolutions socialistes à leur suicide furent imposés et réalisés par

Suite à la page (14)

Mandela, Obama et Raul

Par Angel GUERRA CABRERA

Il est bon de rappeler que les Etats-Unis ont été, avec leurs alliés de l'Otan et d'Israël, le plus ferme soutien économique, politique et militaire du régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Peu leur importaient les souffrances infligées aux noirs par cet odieux système considéré comme un crime de lèse humanité par le droit international. Ce n'est pas par hasard si la CIA a donné Mandela à la police sud-africaine.

N'oublions pas que bien longtemps après avoir purgé sa peine de 27 ans en prison et d'avoir conclu son mandat en tant que premier président noir d'Afrique du Sud, Mandela a continué de figurer sur la liste de terroristes du Département d'Etat, jusqu'en 2008. Mais encore, la complicité des Etats-Unis dans le maintien du colonialisme en Afrique est très bien documentée, et leur rôle pour empêcher le triomphe des mouvements de libération nationaux dans ce continent.

C'est pourquoi la présence d'Obama et son discours lors de l'hommage funèbre de Nelson Mandela exigent de rappeler que n'importe quel président de la superpuissance pêche d'autorité morale pour se proclamer un admirateur et soutien du héros sud-africain. Ainsi, lorsque Obama reproche à d'autres leaders, dans l'enceinte du stade FNB de Soweto, de soutenir Mandela tandis qu'ils poursuivent des dissidents politiques, prouve que, bien qu'il soit noir, il a la même arrogance impériale typique de l'élite privilégiée et messianique étatsunienne. Qui, si ce n'est les forces de répression de ce pays, a réprimé les participants au mouvement Occupy Wall Street ?

La doctrine Monroe reste d'actualité et au niveau planétaire. Ce même Obama a intensifié le blocus contre Cuba, bombardé et dépecé la Libye, et assassiné des centaines d'innocents avec ses drones au Pakistan, en Afghanistan et au Yémen. C'est aussi lui qui approuve des plans déstabilisateurs et des coups d'Etat contre les gouvernements indépendants d'Amérique Latine et de la Caraïbe, grâce à son inégalable système subversif et médiatique. Sans compter sur son appareil d'espionnage orwellien dirigé non seulement vers ceux qu'il considère comme ses ennemis, mais aussi contre ses alliés ainsi que ses propres citoyens.



Que cette poignée de mains entre Obama et Raul soit louée, si elle signifie que l'occupant de la Maison blanche entamera le processus qui mettra fin à l'illégale et immorale politique d'hostilité et de blocus contre Cuba

Au début des années 90, de fortes circonstances ont poussé les Etats-Unis à interrompre leur soutien à l'apartheid, contre lequel la population noire se maintenait toujours en rébellion. A partir de la déroute subie lors de la bataille de Cuito Canavale par le régime de l'apartheid, qui disposait de l'arme atomique, Washington n'a pas eu d'autre alternative que de trouver une sortie négociée. Le coup mortel porté à l'armée sud-africaine par la puissante union des troupes cubaines, angolaises et namibiennes, a produit un renversement d'une telle importance dans la corrélation des forces politico-militaires dans le sud de l'Afrique que les Etats-Unis n'ont pas pu éviter l'indépendance de la Namibie, la consolidation de l'indépendance de l'Angola et la fin de l'apartheid.

Mais il n'est pas nécessaire de s'éloigner des Etats-Unis pour se rendre compte de l'incohérence d'Obama lorsqu'il affirme admirer et s'inspirer de Mandela. Sous son gouvernement, un pour cent de la population la plus aisée obtient 93 pour cent de l'augmentation des richesses, la population noire subit le chômage au double par rapport à la population blanche, et il y a plus de noirs en prison qu'il y avait d'esclaves en 1850 ; les enfants afro-américains en situation de pauvreté sont presque trois fois plus nombreux que les blancs et il est très probable qu'un enfant sur trois né en 2001 finira en prison. Cette situation s'aggrave avec le juteux commerce de la privatisation des prisons, qui a multiplié par plusieurs centaines le nombre de prisonniers. Le capital dispose aujourd'hui d'une abondante main d'œuvre noire et latino-américaine bon marché qui fait monter en flèche ses dividendes, marquant un retour au régime esclavagiste supposé avoir disparu avec la guerre civile nord-américaine de 1865.

Pendant ce temps, le président cubain, Raul Castro, représentait le contraire d'Obama, lors de l'hommage à Mandela. La présence du président Raul symbolisait les légendaires acquis de la révolution cubaine dans les secteurs de la justice sociale, l'éducation, la santé publique universelle et gratuite et l'égalité des droits. Sa lutte contre le racisme à l'intérieur et en dehors de ses frontières, son indéclinable solidarité avec les mouvements de libération et les peuples africains. Et, bien sûr, la solide et longue amitié combative entre Mandela et Fidel.

Que cette poignée de mains entre Obama et Raul soit louée, si elle signifie que l'occupant de la Maison blanche entamera le processus qui mettra fin à l'illégale et immorale politique d'hostilité et de blocus contre Cuba.

La Jornada Mexique, 12/12/13
Traduit par Luis Alberto Reygada
Le Grand Soir. 12 décembre 2013

Le jour où Mandela nous a quittés



On devine quelle aurait été la réaction de Nelson Mandela aussi bien sur ce sommet que sur cette 4ème guerre, en moins de trois ans, que mène la France en Afrique

Par Djamel LABIDI

Le jour où Nelson Mandela nous quittait la France intervenait militairement en Centrafrique. Gêne des médias français devant cette coïncidence historique qui les met soudain devant un événement à la dimension entièrement opposée. Le lendemain se tenait le "sommet franco-africain". Même difficulté des participants qui peinent à trouver un trait commun à deux événements aux antipodes, là aussi, l'un de l'autre.

Il y a quelque chose de choquant et d'anachronique de voir ces chefs d'Etat et de gouvernement africains se rendre à la convocation d'un seul pays, plus d'un demi siècle après la fin officielle du colonialisme et des tutelles. On se demande ce qui les fait courir ainsi, l'intérêt de leur pays ou celui de leur régime. Comme pour mieux souligner le caractère impérial désuet de ce sommet, le sommet franco-africain se tient au palais de l'Elysée.

On devine quelle aurait été la réaction de Nelson Mandela aussi bien sur ce sommet que sur cette 4ème guerre, en moins de trois ans, que mène la France en Afrique.

Cette intervention en République centrafricaine est présentée comme " humanitaire", comme ce fut le cas en Libye, puis en Côte d'Ivoire, puis au Mali. C'est omettre que la République centrafricaine a d'énormes ressources naturelles, qu' elle est riche en pétrole, en diamants, en uranium, en or, en ressources hydrauliques, en bois. Mais il suffit de regarder les images transmises actuellement par la télévision pour voir dans quel état de dénuement l'ont laissé 71 ans de colonisation directe, et 50 de colonisation indirecte. Le pillage du pays a été continu, à l'ombre de la domination française et des dictateurs successifs:"l'Empereur Bokassa", avec le fameux épisode de "l'affaire des diamants" qui a éclaboussé le président français Giscard d'Estaing, puis d'autres dictateurs, David Dacko, le Général Kolingba etc..remplacés les uns après les autres à la suite d'interventions militaires françaises. Ces interventions se présentaient elles aussi comme " humanitaires ".

"La coloniale "

Sur une chaîne française de Télé, un général français utilisera l'expression "La coloniale" pour parler du corps expéditionnaire français qui vient d'être envoyé en Centrafrique et, s'apercevant de sa bévue, il bafouille : "à l'Etat major français, ces troupes sont appelées ainsi car elles connaissent bien l'Afrique" (Chaîne française ITélé, émission "Galzi, jusqu'à minuit", 5 Décembre 2013).

C'est révélateur de cette filiation entre le colonialisme d'hier et les interventions militaires d'aujourd'hui. Nelson Mandela savait tout cela et le disait sans cesse. Plus, peut- être, que le rôle historique qu'il a joué dans la victoire sur l'apartheid en Afrique du Sud, c'est, après, dans la continuité

Suite à la page (16)

Nelson Mandela est mort mais l'apartheid est toujours vivant

Par Michel Bôle-Richard *

Nelson Mandela est mort, mais l'apartheid vit tou¬jours sous une forme non codifiée, non léga¬lisée mais bien réelle, notamment en Israël. Un apar¬theid masqué, rampant, une mise à l'écart.

Après avoir salué la disparition d'un « dirigeant moral de premier ordre », Benyamin Netanyahou a décidé de ne pas se rendre aux obsèques de Nelson Mandela en raison du coût du voyage. Le motif invoqué est pour le moins surprenant alors que le monde entier rend hommage au héros de la lutte anti¬apartheid. Le premier ministre israélien s'est-il souvenu que son pays avait entretenu d'étroites relations économiques et militaires avec le régime blanc de l'Afrique du Sud ?

L'un de ses proches lui a-t-il rappelé que Nelson Mandela avait affirmé le 4 décembre 1997 que « notre liberté est incomplète sans la liberté des

Suite à la page (16)



Nelson Mandela est mort, mais l'apartheid vit tou¬jours sous une forme non codifiée, non léga¬lisée mais bien réelle, notamment en Israël. Un apar¬theid masqué, rampant, une mise à l'écart

Madiba et le pouvoir pâle...

Par André Charlier

Nelson Mandela a réussi, grâce à la lutte prolongée du peuple sud-africain, à imposer au pouvoir pâle l'abolition de l'apartheid. L'on ne saurait sous-estimer l'importance d'un tel événement, qui a fait passer les noirs et les métis d'Afrique du Sud de l'état de non-droit à la citoyenneté pleine et entière. Cette abolition est, sans aucun doute, un fait majeur dans l'histoire du monde.

Cependant, il ne faudrait pas idéaliser la fin de l'apartheid, et croire que cette fin a totalement libéré le peuple sud-africain (comme veulent nous le faire croire les média des pays impérialistes). L'abolition de l'apartheid a mis fin à l'oppression basée sur la couleur de la peau, mais elle n'a pas fait cesser la lutte des classes. Il y a toujours en Afrique du Sud des oppresseurs et des opprimés, des riches et des pauvres, des exploiteurs et des exploités, et par la force des choses, et comme conséquence de quatre cents ans d'oppression, la majorité de ces exploiteurs sont blancs.

Il ne faut donc pas s'attendre à ce que les luttes sociales cessent en Afrique du Sud. Quelle que soit la grandeur réelle de Madiba, et l'héroïsme de son combat, il n'a fait que remettre la révolution sud-africaine à plus tard. Je le répète, l'abolition de l'apartheid est un magnifique accomplissement. Mais l'oppression continue, et la ligne de front sépare toujours les noirs et les métis des blancs. Là où il y a oppression, il y a résistance. L'une des caractéristiques principales de l'être humain est qu'il n'accepte jamais éternellement que l'on foule aux pieds sa liberté. La révolution sud-africaine viendra en temps et lieu. Il y aura encore beaucoup de Madiba

Colombie: destitution du maire Gustavo Petro !

En Colombie, le pouvoir destitue le maire progressiste de Bogota ... pour avoir « dé-privatisé » le ramassage d'ordures!

Il y a des dictatures dont nos médias aiment parler, et celles qu'elles préfèrent taire. La Colombie en fait partie, un pays où on tue syndicalistes, journalistes, opposants. Où un État corrompu peut destituer le maire de la principale ville du pays sur ordre du procureur. « Un coup d'Etat », le mot a été lancé par le maire de Bogota, Gustavo Petro, élu pourtant par les Bogotanosen 2011, mais destitué et condamné à 15 ans d'inéligibilité ce 9 décembre par le Procureur général de la nation, Alejandro Ordoñez.

Un « assassinat politique »

On peut dire « assassinat politique », car cette décision pilotée par le pouvoir central vise à mettre un coup d'arrêt à la politique modérément progressiste menée à Bogota, et surtout priver l' « opposition » d'un chef de file de plus en plus populaire, en vue des présidentielles de 2018.

En Colombie, les assassinats politiques se règlent en général à coups de balle.

Ce fut le cas pour Jorge Gaitan en 1948, lui qui aurait pu faire basculer la Colombie sur la voie du socialisme, assassiné sans doute sur ordre de la CIA, le point de départ de « La Violencia », une guerre civile meurtrière dont les guérillas actuelles sont les héritières. Ce fut aussi le cas pour les 5 000 militants communistes et syndicalistes assassinés en 1986 dans le « génocide » de l'Union patriotique (UP), parti fondé après les accords de paix entre les FARC et le gouvernement.

Désormais, par le pouvoir suprême concentré par le Procureur général – fonction quasi dictatoriale, qui permet la révocation de tout dignitaire élu ou non –, les assassinats se font à coups de mandats.

On pense à la sénatrice Piedad Cordoba, femme de paix immensément populaire, destituée en 2010 pour avoir servi d'intermédiaire avec les FARC. On pense au maire indigène progressiste de Medellin, Alonso Salazar, lui aussi destitué en 2011.



Le maire de Bogota Gustavo Petro



Des manifestants en solidarité à Gustavo Petro

En tout, le Procureur général Alejandro Ordoñez – connu pour ses positions religieuses fondamentalistes («lefebvristes») * et anti-communistes – a destitué plus de 800 maires en quatre ans, visant avant tout les édiles de gauche. Pourtant, Gustavo Petro n'est pas un révolutionnaire. L'ancien guérillero du mouvement M-19 avait même fait le pari de l'intelligence de l'oligarchie colombienne, misant sur ses supposés « courants démocratiques »

Petro participe ainsi à la normalisation politique de la guérilla – devenu parti politique – se fait élire deux fois députés entre 1991 et 2006, avant de rejoindre le « Pôle démocratique alternatif » (PDA), cette alliance de gauche réunissant notamment le Parti

Suite à la page (15)

Au Venezuela le président Maduro renforce encore son pouvoir



Selon les derniers résultats disponibles, le PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) a remporté dimanche 263 des 336 municipalités. Quatre millions et demi de Vénézuéliens ont donc voté pour le parti du gouvernement

Par Jean-Baptiste Mouttet

Les élections municipales ont donné une victoire aux socialistes. Ce vote conforte le président Nicolas Maduro, successeur depuis avril d'Hugo Chavez. Il gouverne désormais par décrets et brandit l'héritage du chavisme pour faire taire toute critique. « Aujourd'hui, sans l'ombre d'un doute, nous avons obtenu une grande victoire : le peuple du Venezuela a dit au monde que la révolution bolivarienne continue avec plus de force que jamais », déclarait dimanche soir, Nicolas Maduro depuis le palais présidentiel de Miraflores. Si le président socialiste voulait « peindre en rouge » la carte du Venezuela, ce n'est pas tout à fait le cas. Mais l'opposition a raté son pari de faire de ces élections municipales un vote de défiance envers celui qui a succédé en avril à Hugo Chavez.

Selon les derniers résultats disponibles, le PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela) a remporté dimanche 263 des 336 municipalités. Quatre millions et demi de Vénézuéliens ont donc voté pour le parti du gouvernement (39,34 % – les résultats sont ici). L'opposition menée par la MUD (la coalition Table de l'union démocratique) arrive en tête dans 73 municipalités, avec 34,12 % des voix. C'est une progression par rapport à 2008, où elle n'avait conquis que 46 villes.

Suite à la page (15)

Où sont donc passés les « révolutionnaires » syriens ?

Par Thierry Meyssan

A la veille de la conférence de Genève 2, les organisateurs états-uniens n'ont plus aucune marionnette pour jouer le rôle des révolutionnaires syriens. La disparition soudaine de l'Armée syrienne libre montre à ceux qui y croyaient qu'elle n'était qu'une fiction. Il n'y a jamais eu de révolution populaire en Syrie, juste une agression étrangère à coup de mercenaires et de milliards de dollars.

Les organisateurs de la conférence de paix de Genève recherchent d'urgence un représentant pour l'opposition syrienne armée. En effet, selon les Occidentaux, le conflit oppose une abominable dictature à son propre peuple. Cependant, les groupes armés qui détruisent la Syrie —du Front islamique à Al-Qaïda— font officiellement appel à des combattants étrangers, même si le premier prétend être composé principalement de Syriens. Les inviter serait admettre qu'il n'y a jamais eu de révolution en Syrie, mais une agression étrangère.

En effet, l'Armée syrienne libre, dont on nous disait il y a quelques semaines qu'elle comprenait 40 000 hommes, a disparu. Après que son quartier général a été attaqué par d'autres mercenaires et que ses arsenaux ont été pillés, son chef historique, le général Selim Idriss, s'est enfui par la Turquie et a trouvé refuge au Qatar, tandis que le colonel Riad el-Assad a trouvé asile aux Pays-Bas.



Le 29 novembre 2011, une délégation de l'Armée syrienne libre fait allégeance à une délégation du Conseil national syrien. En théorie, l'opposition dispose désormais d'une branche militaire et d'une branche politique. En réalité, l'Armée syrienne libre comme le Conseil national syrien sont deux fictions créées par l'Otan. Tous deux sont exclusivement composés de mercenaires et n'ont guère de réalité par eux-mêmes sur le terrain.

Lors de sa formation, le 29 juillet 2011, l'ASL s'était fixé un unique objectif : le renversement du président Bachar el-Assad. Jamais l'ASL n'a précisé si elle se battait pour un régime laïque ou un régime islamique. Jamais, elle n'a pris de position politique en matière de Justice, d'Education, de Culture, d'Economie, de Travail, d'Environnement, etc. Jamais elle n'a formulé la moindre ébauche de programme politique.

Elle était, nous disait-on, formée de soldats de l'Armée arabe syrienne ayant fait défection. Il y eu effectivement des défections durant le second semestre 2011, mais leur nombre total n'a jamais excédé les 4 %, ce qui est négligeable à l'échelle d'un pays.

Non : l'ASL n'avait pas besoin de programme politique car elle avait un drapeau, celui de la colonisation française. En vigueur durant le mandat de la France sur la Syrie et maintenu durant les premières années de prétendue indépendance, il symbolisait l'Accord Sykes-Picot : la Syrie était largement amputée et divisée en États ethnico-confessionnels. Ses trois étoiles symbolisent un État druze, un État alaouite et un État chrétien. Tous les Syriens connaissent ce funeste drapeau, ne serait-ce que par sa présence dans le bureau du collaborateur syrien

Suite à la page (15)

Ukraine : le Parti communiste appelle à soutenir les forces de gauche et à condamner l' « opposition»

Appel du premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine à soutenir les forces de gauche en Ukraine et à condamner les actions de l' « opposition » et du parti pro-fasciste « Svoboda »

Chers camarades !

Ce 8 décembre, le monde entier a pu assister à un acte de vandalisme sacrilège – sous couvert de valeurs européennes, sous les hourras de la foule pour les extrémistes brutaux qui ont détruit le monument de Lénine, en centre-ville de Kiev.

Les chaînes de télévision ont montré des images choquantes, de la façon dont des représentants exaltés du parti fasciste « Svoboda » mené par Oleg Tyagnibok ont cassé le monument, criant parallèlement que leur prochaine cible serait le président d'Ukraine Viktor Ianoukovitch.

La pseudo-opposition en Ukraine a lancé des appels publics à châtier les fonctionnaires gouvernementaux, tandis qu'ils ont complètement perturbé l'ordre public, lançant des pogroms à Kiev, montant des barricades, le centre de la capitale ukrainienne se trouvant pratiquement paralysé.

Dans le même temps, les ministres des Affaires étrangères de Pologne, Lituanie et Suède, ainsi que des dirigeants de premier ordre de l'Union européenne – n'hésitent pas à aller plus loin dans les provocations, faisant monter la pression en Ukraine.



Le premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine Petro Simonenko

Des représentants du Parti populaire européen (PPE) ont publiquement manifesté leur satisfaction face à la situation en Ukraine. De nombreux ambassadeurs de l'Union européenne, dans leurs commentaires, ont exprimé leur approbation face au renversement du gouvernement ukrainien, trahissant le principe immuable de non-ingérence dans les affaires d'un autre pays.

Il est impossible d'imaginer

Suite à la page (19)

Suite de la page (10)

des personnes qui ne voulaient pas comprendre qu'on ne peut être révolutionnaire en ignorant les valeurs de dignité individuelle, de décence et de morale. Des personnes considérées- selon le qualificatif qu'on leur appliquait dans ces sociétés- comme révolutionnaires, mais qui ne l'étaient pas, précisément par manque de morale.

Après tout ce qui a été dit, je peux avancer une première réponse à la question de savoir ce qui signifie être révolutionnaire aujourd'hui. Et pour cela, je m'oriente vers ce que, il y a quarante ans, disait Haydee Santamaria : participer de la condition humaine. Et vers la réaffirmation de ce que peu après avait dit l'artiste que j'évoquais : être une personne digne. Un premier critère pour choisir comme « révolutionnaire » une ligne politique, une conduite individuelle ou un comportement collectif ou institutionnel, réside précisément dans cela. Et si les concepts de « révolution » et de « révolutionnaire » ont souffert une érosion importante de leur pouvoir de mobilisation et d'attraction dans la Cuba d'aujourd'hui, cela est dû dans une large mesure au fait que souvent, on les a associés à des conduites manquant de rigueur éthique. Si une personne possédant un certain pouvoir est interpellée publiquement par un jeune qui, simplement, en plein usage de son droit le plus élémentaire et agissant en toute honnêteté, exprime des doutes, et, ensuite, est soumise à un harcèlement intense par un groupe d'opportunistes et de lèche-culs, tandis que cette personne possédant un certain pouvoir ne fait rien pour empêcher cela, nous sommes en présence d'une conduite totalement immorale. Profondément indigne. Tant de la part des accusateurs que de celle de « l'homme de pouvoir ». D'une part par action, de l'autre par omission. Parce que tous ont affaibli les principes les plus élémentaires d'une éthique qui, par tout sauf par son ancienneté, a perdu de sa valeur pratique. La superbe, l'opportunisme, le mensonge, sont contre-révolutionnaires. Ils ont fait plus de mal à nôtre révolution que toute autre chose.

Mais ce n'est qu'un premier pas. Plus haut, j'ai signalé que, dans la très importante bataille sur le contenu du concept de révolution qui a eu lieu entre 1959 et 1962 (une bataille qui fut sémantique mais qui fut quand même décisive) on parvint à identifier la « révolution » et le socialisme. Aujourd'hui encore, le révolutionnaire est le socialiste. Et je suis convaincu que, aujourd'hui, comme jamais, les concepts de patrie, d'indépendance et de dignité, sont indissolublement liés à celui de socialisme. C'est pourquoi, nécessairement, réfléchir au concept de révolution doit impliquer une réflexion sur le concept de socialisme. Sur cela aussi on a beaucoup écrit et ce terme a été énormément malmené. Je vais être bref : le socialisme doit signifier la socialisation du pouvoir et la socialisation de la propriété. Ou, pour le dire en respectant l'ordre des priorités : socialisation de la propriété et socialisation



Même le président des Etats-Unis d'alors, John F. Kennedy, a fait référence à notre révolution comme une « révolution trahie » pour légitimer l'implication directe et ouverte de l'empire dans l'invasion de Playa Giron [la Baie des Cochons]

du pouvoir. Et alors je dois invoquer un autre concept qui me paraît fécond : les droits du citoyen. Quand nous permettons que les termes «compañero [camarade, dans l'espagnol cubain, ndt] » et « citoyen » fonctionnent dans l'imaginaire collectif comme des contraire, nous perdons une bataille sémantique et nous avons vu combien ces batailles sont importantes.

Dans la tradition du républicanisme démocratique, tradition qui se trouve au fondement de la révolution socialiste, le citoyen est le sujet actif porteur de droits, considérés comme inaliénables. Si « compañero » désigne celui qui partage avec moi non seulement le pain [sens étymologique de compañero comme du français compagnon, ndt] mais aussi un objectif vital, et ce but vital est la révolution, « compañero » ne peut signifier que j'abandonne mes droits de citoyen et que je les transfère à autrui. Tout exercice des droits du citoyen n'est pas nécessairement révolutionnaire, mais quelque chose tout en attaquant, diminue ou nie la citoyenneté active, ne peut pas être révolutionnaire. Précisément parce que la socialisation du pouvoir signifie cela.

Et j'arrive maintenant à un concept qu'utilisait Antonio Gramsci, le concept d'organicité. En l'appliquant au thème qui nous rassemble, j'affirme qu'une idée, une attitude, une institution, un principe, une conduite, sont révolutionnaires, s'ils sont en accord organique avec les principes de la révolution. Autrement dit, s'ils contribuent à promouvoir cette socialisation nécessaire du pouvoir et de la propriété. Si un professeur se change en agent de relais d'un enseignement vertical, instrumental et fondé sur l'apprentissage par cœur, sa façon de procéder est en cohérence organique avec les structures aliénantes et dominatrices typiques du capitalisme. Mais si ce professeur, dans son activité professionnelle quotidienne, stimule la formation et le développement de la pensée critique chez ses étudiants, sa façon d'exercer sa profession est profondément révolutionnaire. Et c'est cela qui est vraiment important. Si un créateur, dans le domaine de l'art, musicien, réalisateur à la télévision ou au cinéma, pour donner un exemple, produit un objet artistique qui promeut l'aliénation de l'individu, en tant que créateur, il n'est pas révolutionnaire, même s'il participe à toutes les manifestations et à toutes les réunions. Si l'action d'un dirigeant politique n'est pas consubstantielle, cohérente, (organique, en somme) avec les principes de dignité humaine et de morale, avec l'exercice actif pour tous des droits du citoyen, avec le développement des capacités personnelles et des structures sociales qui permettent la socialisation du pouvoir et de la propriété, son activité n'est pas révolutionnaire.

Revenant à mon souvenir d'adolescence concernant ce reportage, pour en extraire ce qui en constitue pour moi la conclusion appropriée. Je ne veux pas venir ici pour donner des leçons sur le concept de révolutionnaire et en faire un synonyme de héros perpétuel. Il est certain que toutes les révolutions ont besoin de héros. Mais il n'est pas moins certain que la révolution n'est pas faite que par les héros. Des millions de gens qui, dans leurs luttes quotidiennes, dans leur travail, dans leurs différents rôles sociaux, sont en harmonie organique- c'est-à-dire cohérents, adéquats, pertinents- relativement à l'idéal de socialisation de la propriété et de socialisation du pouvoir que la révolution, inévitablement, doit représenter.

* **Jorge Luis Acanda** est professeur d'histoire de la pensée marxiste au département de philosophie de L'Université de La Havane.

Source : La Joven Cuba (Matanzas, Cuba), 26 juin 2013

Traduit de l'espagnol par Marc Harpon

Changement de Société 26 novembre 2013

Suite de la page (6)

konpayi dominikèn. Lajan peyi a fin gaspiye. Lè n tande rèl konpatriyòt nou yo nan Repiblik Dominikèn, nou pran angajman pou travay ak tout lòt depatman yo pou nou fè yon lòt 16 desanm 1990 pou kreye pi bon kondisyon lavi pou tout ayisyen.

Nou menm nan **depatman Sid** nou gen menm pwoblem ak lòt depatman yo kidonk nap soufri anba chomaj, grangou, edikasyon aloral, jistis fò mamit ki kenbe dwog dilè, lage dwòg dilè. Erezman semèn pase a, pitit depatman Sid la sòt demontre si gen 2, 3 tèt kale, 90% depatman se lavalas je kale ki kanpe djanm pou yo pa kale tèt yo. Se nan tout peyi pou tout Lavalas kale je yo pou nou fè yon lòt 16 desanm 90.

Se menm jan tou, nan zòn bò lakay nou nan **depatman Sidès**, nou gen menm pwoblèm mizè, chomaj, grangou, edikasyon aloral, enpinite, ensekirite elatriye. Kanta pou manti se chak jou gouvènman fè nou bwè manti maten, manje manti a midi e soupe manti aswè. Lè nou pran lari pou ekzije yo respekte pwomès yo te fèn pou repare pon, yo ban nou ni manti ni gaz lakrimojèn. Nou bouke ak manti, se pa pou sa nou te fè 16 desanm 90. Nou se moun ki gen yen diyite, moun ki gen diyite pa asepte yo woule yo nan farin manti. Se pou sa pou n sòti anba gouvènman ak leta kap bay manti, nou deside mobilize pou n fè yon lòt 16 desanm 90.

Bò isit nan **depatman Lwès**, se nan izin manti menm nou ye. Nan televizyon manti, nan radyo manti. Nan Palè nasyonal manti, nan Primati manti. Plis gen manti plis ap gen ensekirite. Se pou sa nan katye popilè yo, pouvwa a vide pwomès manti pandan lap distribye zàm pou fè pitit pèp goumen ak piti pèp. Kidonk nou pa gen ni lapè nan vant, ni lapè nan tèt. Sèl jan pou nou chanje sitirasyon malouk sa a se antann poun antann nou. Jan òganizasyon Fanmi Lavalas mande l, nou deside mache nan tèt ansanm, nan respè youn pou lòt, nan disiplin, nan respè règleman manman lwa òganizasyon an. Yon lavalas se yon patriyot, yon bon lavalas se yon bon patriyòt, lavalas se linyon fè la fòs. Se fòs sa ki ap mennen n nan yon lòt 16 desanm 90 .

Nou menm **nan 11èm depatman an,** pandan nap trimen nan peyi etranje pou nou fè solidarite ak fanmi n, frè n, sè n bò isit la, gouvènman sòti pou fini avek nou. Lè n fè apèl telefonik, yo pran milyon ven sou nou ; lè nou fin redi travay pou n voye kòb an Ayiti, yo souse kouraj nou pi rèd. Se ak $1.50 sa plis lajan taks yo pran sou nou ke yap banboche sou do pèp la. Sa fè nou mal anpil. Lè lavalas tounen opouvwa, li pap konsa paske $1.50 la ap anba kontwol lalwa pou pèmèt nou vanse ak ideyal 16 desanm la ki di ledikasyon pou tout moun.

Yon lòt 16 desanm 1990 egal delivrans demokratik !!!

Yon sèl nou fèb, ansanm nou fò, ansanm ansanm nou se lavalas !!!

Suite de la page (6) 16 Desanm 1990:...

E se pou sa tou, nou pap janm sispann mande pou Minista kite peyi a.

Jounen jodia anpil moun chanje, gen anpil òganizasyon ak pati politik k ap komemore 16 desanm 90 men yo pa kwè ladann ankò. Se yon bann trèt ak opòtinis ki lan tèt yo k ap kreye divizyon, konfizyon ak esklizyon nan mitan lit mas pèp la. Se yo ki pa vle kenbe yon mobilizasyon djanm pou voye Martelly ale menmjan sa te fèt pou voye Prosper Avril ale, 10 mas 1990. Mateli ak Avril se degouden ak 50 kòb, se dekouvri Senpyè pou kouvri Senpòl.

Noumenm nan KOD nou pa dakò ak tout sektè ki chita ap pare kandida pou y al patisipe nan yon eleksyon pikekole ak Martelly-Lamothe olye pou yo batay ak pèp la menmjan sa te fèt nan lane 90 ki te pèmèt nou reyalize 16 Desanm 90.

Tout militan konsekan, jounen jodi a, dwe defann senbòlis ak ideyal 16 Desanm 90 lan, pou n pa kite yo mistifye mas yo, fè yo antre nan tetelang ak pouvwa a. Se pou pèp la òganize l pou l goumen kont okipasyon peyi a, kont tout trafikan dròg ki nan leta a, kont tout moun ki vle antre nan fè konpwomi ak enperyalis la pou y al pataje gato elektoral sou do mas pèp la.

Yon lòt 16 Desanm posib pou yon Ayiti tou nèf, k ap sèvi tout pitit li yo yon lòt jan, yon Ayiti ki pap rete ak moun, ni kite pitit li al pase tray kay vwazen.

Aba Okipasyon ! Aba eleksyon fo mamit ! Aba Mateli! Aba Lorangagòt!

Viv lit mas yo ! Viv 16 Desanm 90 !

Pou Kòwòdinasyon Desalin (KOD)
Oxygène David, Henriot Dorcent, Berthony Dupont

Suite de la page (13)

communiste. Toutefois, en 2010, après un mandat de sénateur, il quitte le PDA, s'en prend aux « radicaux », « orthodoxes », notamment communistes qui ne veulent pas d'une gauche « moderne », « responsable », ouverte au rassemblement avec le centre.

Il adhère alors au parti centriste « Mouvement progressiste » et parvient à se faire élire en 2011 maire de Bogota, sur un programme social relativement modéré, sous le slogan : « Bogota humaine ». Alors que lui reproche l' « oligarchie » ?

Des « réformes » inacceptables pour l'oligarchie

Dans un pays où toute politique de gauche, progressiste est suspecte, dans une ville touchée par des inégalités énormes – ne serait-ce que dans l'accès aux services fondamentaux – les petites réformes de Petro ont soulevé un grand espoir.

D'abord, en facilitant l'accès des services d'utilité publique aux populations modestes : en baissant les tarifs des transports, en élargissant l'accès à l'eau potable pour les quartiers les plus démunis. Ensuite, et ce fut un acte de guerre pour l'oligarchie colombienne : en revenant sur la privatisation datant d'il y a une décennie des réseaux de collecte d'ordures, qui avait renforcé les inégalités entre quartiers mais aussi favorisé une gestion anarchique et



clientéliste.

Les entreprises privées engrangeaient des profits maximums, privilégiant les quartiers de classes moyennes et aisées, sous-payant le personnel et sous-traitant la collecte à des garçons des rues. C'est à ce trafic malsain que Petro mit fin en retirant les concessions des entreprises privées, et en engageant un processus de « re-municipalisation » de la collecte des déchets, tout en lançant le programme « Basuras cero » pour favoriser le recyclage des ordures.

La décision mit le feu aux poudres, les entreprises privées sabotant le processus– payant leurs clients sous-traitants habituels pour créer la panique dans le réseau, laissent s'amonceler les poubelles dans la ville pendant plusieurs jours, pour susciter un mécontentement populaire. Dans le même temps, Ordoñez lançait la procédure de destitution sous prétexte que la décision du maire « était contraire aux principes de libre concurrence »reconnus par la Constitution.

Une « révolution démocratique » face au « coup d'Etat fasciste » : la fin des illusions pour le maire de Bogota

Gustavo Petro réagissant ce 9 décembre a dénoncé devant près de 30 000 manifestants sur la place de Bolivar, un « coup d'Etat fasciste » et a appelé à « commencer une révolution pacifique et démocratique ».

Le maire de Bogota a appelé à continuer les manifestations sur la place de Bolivar, pour en faire « une nouvelle Tahrir »et surtout à continuer dans le processus de paix entre FARC et gouvernement malgré « ce message de guerre contre le processus ».

Avec résolution, Petro a conclu : « Nous devons être conscients de ce qui commence aujourd'hui sur cette place ; c'est le début d'une mobilisation populaire. C'est le premier jour, qui en annonce beaucoup d'autres. Nous sommes nombreux aujourd'hui, nous serons plus nombreux demain ».

Le ton conciliant de Petro envers l'oligarchie, les espoirs d'une « humanisation » de la gestion de la ville et du pays s'étiolent, pendant que la lutte de classes s'aiguise.

Ironie de l'histoire, faut-il rappeler qu'en 2008 le sénateur Gustavo Petro avait voté l'investiture du Procureur ultra-conservateur Alejandro Ordonez, voyant en lui « quelqu'un capable d'affronter les mafias et les pouvoirs corrompus ». Que d'illusions réformatrices volent en éclats !

Du côté du Parti communiste colombien (PCC), les rancœurs passées mises de côté, on souligne les « réformes progressistes de déprivatisation, d'intervention face aux excès des promoteurs immobiliers »malgré les « improvisations »du maire. On fait remarquer que c'est « un crime de lutter pour la dé-privatisation des services publics » et le PCC appelle donc à « la mobilisation populaire, au rassemblement le plus large pour faire barrage à la décision du Procureur, pour exiger le respect de la légitimité citoyenne ».

« Petro no se va, Petro se queda ! » (Petro ne s'en va PAS, il reste!), le mot d'ordre des manifestants révèlent que le respect de la démocratie, la conquête d'une paix avec justice sociale passe d'abord par la lutte déterminée dans la rue contre un pouvoir corrompu.

Ndlr.

* lefebvriste : adjectif désignant un catholique intégriste, adepte de la dissidence menée par Mgr Marcel Lefebvre, grande figure de l'opposition au concile de Vatican II. Il fut excommunié en 1988 pour avoir sacré quatre évêques traditionalistes sans l'aval de Rome.

Solidarité internationale14 décembre 2013

Suite de la page (13) Au Venezuela le président....

Une majorité des capitales régionales sont acquises au PSUV mais la MUD conserve quelques vitrines : le grand Caracas, Maracaibo, la capitale du riche État de Zulia, chasse gardée de l'opposition, ou plus symboliquement Barinas, capitale de l'État natal d'Hugo Chavez.

Mais Nicolas Maduro, dauphin d'Hugo Chavez, revient de loin. Il a su retourner une situation économique désastreuse en sa faveur. Dans un pays vivant de la rente pétrolière (notre précédent article ici) et qui importe la plupart des biens consommés, l'inflation est de 54,3 % sur un an, selon la Banque centrale vénézuélienne. De nombreux produits comme le lait, le papier hygiénique ou la farine de maïs sont encore difficiles à trouver.

Nicolas Maduro a réagi avec fermeté : le 19 novembre, l'Assemblée nationale lui a donné le pouvoir de légiférer par décrets afin de s'attaquer aux difficultés économiques et lutter contre la corruption. Avant lui, Hugo Chavez avait utilisé ces pouvoirs d'exception à quatre reprises. L'obligation faite aux vendeurs d'électroménager de baisser leurs prix et de consentir à des rabais de 50 % à 60 % a été élargie à d'autres secteurs comme l'automobile ou encore le textile.

Le militant socialiste Reinaldo Mijares Mudanza dit avoir été conquis par ce coup politique : « Hugo Chavez avait du charisme, Nicolas Maduro a démontré sa force. Jamais nous n'avions vu une telle baisse des prix », raconte-t-il. L'historienne Margarita Lopez Maya acquiesce : les dernières mesures économiques « ont fait gagner des points à Maduro ». Mis en confiance, le président a annoncé dimanche qu'il allait s'attaquer cette semaine au logement et à de nouveaux produits alimentaires.

Ces mesures fortes mais aussi des artifices plus symboliques, comme la décision de faire du 8 décembre, date des élections, « un jour de l'amour et de la loyauté à Hugo Chavez », ont permis à Nicolas Maduro, presque sept mois après son élection, de récupérer une partie des chavistes qui n'avaient pas voté pour lui lors des présidentielles. Le 14 avril, dans un Venezuela encore sous le choc de la disparition d'Hugo Chavez, mort d'un cancer, Nicolas Maduro était élu à une très courte majorité, avec 224 268 voix d'avance sur le candidat de la droite Henrique Capriles. Aujourd'hui, le PSUV devance la coalition hétéroclite de l'opposition, la MUD (Mesa de Unidad democratica), de 500 000 voix d'après le président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello.

Le directeur de l'Institut de sondage Hinterlaces, Oscar Schemel, assure que « depuis quelques mois, nous voyons une transition de Maduro passant du fils de Chavez à président de la République ». Jusqu'à maintenant, Nicolas Maduro a suivi avec précaution les lignes déjà tracées par son prédécesseur. Non sans difficulté. En avril, l'opposition n'a pas reconnu son élection et des manifestations ont été organisées dans tout le pays. Les 15 et 16 avril, onze personnes ont trouvé la mort dans des affrontements. À en croire le gouvernement, ces pressions n'ont jamais disparu depuis. L'inflation et les pénuries seraient dues à « une guerre économique » orchestrée par la droite et par Fedecamaras, l'organisation patronale vénézuélienne. Les pannes d'électricité – Caracas et plusieurs grandes villes du pays ayant par exemple été plongées dans le noir plusieurs heures début décembre, comme cela avait déjà été le cas trois mois plus tôt – sont des « sabotages ». Des tentatives de coups d'État seraient régulièrement déjouées.

Pour asseoir sa légitimité, Nicolas Maduro n'a eu de cesse de faire valoir la continuité avec son illustre prédécesseur dont le nom est répété à chaque discours. Le « plan de la patrie » – le programme de campagne d'Hugo Chavez pour les élections présidentielles d'octobre 2012 – est devenu une loi début décembre. Ce plan propose de continuer de construire le socialisme comme alternative au « modèle sauvage » du capitalisme, d'élever le pays au rang de puissance, de contribuer à une nouvelle géopolitique pluripolaire et de préserver la vie sur la planète.

Saint Hugo Chavez

Chavez, mort, est encore partout. Nicolas Maduro est allé jusqu'à donner crédit à une soi-disant apparition du fondateur de la révolution bolivarienne dans un tunnel en construction du métro de Caracas (voir la vidéo ici). Le sociologue Rafael Uzcategui évoque une « religiosité populaire » (à lire, cet article : «Santo» Chavez plane sur l'élection de son successeur).

Appuyé sur le programme de campagne de Chavez, Nicolas Maduro va même jusqu'à réaliser des promesses longtemps restées sans suite, comme la baisse du prix des voitures, dont le manque d'importations fait gonfler les prix. Contre l'insécurité, principale préoccupation des Vénézuéliens, avec 16 000 homicides en 2012, le gouvernement a lancé le « Plan patrie sûre » avec l'envoi de militaires en renfort des polices dans les quartiers difficiles. Les politiques sociales sont également poursuivies, comme la « mission logement », ce vaste programme de construction de logements sociaux impulsés sous Hugo Chavez. Le gouvernement assure que 500 000 résidences ont été construites depuis avril ! Une autre mission (« Barrio nuevo, barrio tricolor ») s'attelle à la réhabilitation des quartiers populaires.

La lutte contre la corruption, ou « remoralisation » de la politique, est un autre domaine privilégié du gouvernement. Des cadres du chavisme ont été poursuivis. Huit personnes travaillant pour un fonds chinois, le fonds de coopération binational pour le financement de projets au Venezuela, dont son dirigeant, ont été arrêtées en juillet. Les voilà accusées d'avoir détourné 84,9 millions de dollars (près de 62 millions d'euros). L'opposition en a aussi fait les frais. La veille du vote de la loi donnant au président le pouvoir de légiférer par décrets, l'immunité parlementaire de la députée María Aranguren (parti Migato, d'opposition) a été levée, car elle est poursuivie par la justice pour corruption.

La continuation de l'héritage d'Hugo Chavez se concrétise aussi par la nomination à des postes clés des membres de sa famille. Sa fille aînée, Rosa Virginia, dirige la mission Miracle (chirurgie gratuite de la vue) alors que son époux a été nommé vice-président, fonction qu'il cumule avec le ministère des sciences. À peine âgé de 23 ans, son fils, Nicolás Maduro Guerra, est chef du corps des inspecteurs spéciaux de la présidence chargé de vérifier la bonne conduite des programmes sociaux.

Pour de nombreux observateurs, l'armée, considérée comme proche du président de l'Assemblée nationale, joue un rôle de plus en plus important. À la tête d'entreprises nationales ou occupant des postes élevés dans l'administration, les militaires sont régulièrement appelés en renfort, par exemple pour faire appliquer la baisse des prix dans l'électroménager. Fin octobre, Nicolas Maduro ordonnait à ses ministres de rejoindre les milices. Le président a pour objectif d'atteindre le million de miliciens en 2019 (évalués à 400 000 aujourd'hui).

À gauche, les rares critiques viennent de chavistes qui ont un jour exercé des fonctions avant d'être écartés sous les mandats d'Hugo Chavez. C'est le cas de Heinz Dieterich, sociologue et artisan du concept de « socialisme du XXIe siècle » qui moque la « tragicomédie » de Nicolas Maduro. L'ancien ministre de la planification (2002-2003), Felipe Pérez Martí, critique l'absence de « plan clair » du gouvernement en matière économique. La grogne est aussi venue de syndicats. Les ouvriers de l'entreprise sidérurgique Sidor, nationalisée, qui réclament le paiement d'un arriéré de salaires, sont en grève depuis un mois et demi.

Ces derniers ne se sont pas pour autant tournés vers l'opposition. Nicolas Maduro a triomphé dimanche soir en s'en prenant au leadership d'Henrique Capriles qui a encore une fois mené campagne pour l'opposition. « Quatre élections, Henrique Capriles a perdu quatre élections de suite », a rappelé le président. « L'opposition n'a pas compris le phénomène politique du chavisme », estime le sociologue Rafael Uzcategui, pour qui la MUD continue de générer des votes « plus pour ce qu'elle rejette, le chavisme, que pour ce qu'elle propose. Elle ne peut donc pas avoir de discours propre à gagner ou neutraliser la population qui continue de s'identifier au chavisme », toujours présent dans les classes populaires. Tandis que l'opposition semble condamnée à attendre les prochaines élections en 2015 ou un référendum révocatoire qui peut avoir lieu d'ici trois ans, Nicolas Maduro a, en quelques mois, consolidé son pouvoir et assuré une succession qu'il est désormais plus difficile de lui contester.

Médiapart 12 Décembre 2013

Suite de la page (12) Nelson Mandela est mort mais…

Palestiniens » ? A-t-il eu peur d'être montré du doigt comme le propagateur d'un système d'exclusion et de ségrégation qui, par de nombreux côtés, s'apparente à celui qui a prévalu en Afrique du Sud jusqu'en juin 1991, date à laquelle les quatre principaux piliers de l'apartheid ont été abolis ? Une aber¬ration contre laquelle Nelson Mandela s'est battu avec un acharnement constant ? La question mérite d'être posée. Nelson Mandela est mort, mais l'apartheid vit toujours sous une forme non codifiée, non légalisée mais bien réelle, notamment en Israël. Un apartheid masqué, rampant, une mise à l'écart. Beaucoup pensent que l'utilisation du terme « apartheid » est exagérée voire outrageante pour l'Etat juif, mais ils oublient que l'apartheid prend des formes diverses héritées de la domination d'un groupe sur un autre ou sur plusieurs autres et aboutit à l'exclusion, la marginalisation, voire l'expulsion.

L'apartheid n'est pas seulement le produit de l'occupation, il est le corollaire de la colonisation et de la volonté de se débarrasser d'un groupe de la population en le cantonnant dans des endroits spécifiques ou des bantoustans afin de faire de la place à un autre groupe. Ecarter ou cantonner les Palestiniens pour laisser le champ libre à la communauté juive. N'est-ce pas la définition qui en a été donnée par l'ONU en 1973 dans sa résolution 3068 qui décidait que « le crime d'apartheid désigne les actes inhumains commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'être humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci ». Qui peut nier qu'il ne s'agit pas d'une réalité en Israël actuellement ? Depuis des années, les diri¬geants occidentaux exigent régulièrement qu'il soit mis fin à la colonisation, aux des¬truc¬tions des maisons pales¬ti¬niennes, aux bru¬ta¬lités de l'armée, à la fin du blocus de Gaza, à la libération des pri¬son¬niers poli¬tiques sans obtenir le moindre écho des autorités israéliennes.

Chaque semaine ou presque, de nou¬veaux pro¬grammes de logement sont annoncés en Cis¬jor¬danie ou à Jéru¬salem. Chaque semaine ou presque, des Pales¬ti¬niens sont tués.

Vingt-six depuis le début de l'année. Le dernier, en date du 7 décembre. Il avait quinze ans, tué d'une balle dans le dos à Ramallah. L'avant-dernier, le 30 novembre, un tra¬vailleur palestinien en situation irrégulière en Israël, abattu par un garde- fron¬tière. Selon l'ONU, un tiers des blessés au cours de l'année 2013 sont des enfants. La justice mili¬taire vient de clore une enquête en refusant toute pour¬suite à l'encontre d'un soldat qui avait tué un manifestant en décembre 2011 en tirant une grenade lacrymogène à quelques mètres de son visage. Le gouvernement de Benyamin Netanyahou poursuit la mise en place du plan Prawer visant à sédentariser les Bédouins du Néguev qui, depuis des temps immémo¬riaux vivent en nomades, afin de faire de la place aux colons. Naftali Bennett, ministre de l'économie, a proposé, le 8 décembre, d'annexer « la zone où vivent 400 000 colons et seulement 70 000 Arabes ».

Comment faut-il qualifier une telle politique ? Comment appeler les restric¬tions imposées en zone C (62% de la Cis¬jor¬danie) qui, si elles étaient levées, per¬met¬traient d'augmenter le PIB de l'Autorité pales¬ti¬nienne de 35% selon la Banque mon¬diale ? Que faut-il conclure de la toute récente enquête de l'OCDE qui sou¬ligne qu'un Arabe sur deux vit sous le seuil de la pau¬vreté alors que le pour¬centage est de un sur cinq pour les Juifs. Depuis 1948, date de la création d'Israël, aucune ville ni village arabe n'a été construit alors que la popu¬lation a été multipliée par dix et que 600 muni¬ci¬pa¬lités juives ont été créées. Plus d'une tren¬taine de lois-cadres « dis¬cri¬minant direc¬tement ou indi¬rec¬tement les citoyens pales¬ti¬niens d'Israël » ont été réper¬to¬riées par Adalah, une orga¬ni¬sation de défense des droits de l'homme. Y a-t-il un terme pour caractériser les 600 kilo¬mètres de routes réservées aux seuls colons en Cis¬jor¬danie, la bonne centaine de permis de type différent que doivent posséder les Palestiniens pour pouvoir se déplacer, des infrastructures séparées pour chaque communauté et leur cloisonnement pratiquement intégral ?

Faut-il allonger la liste, donner des détails supplémentaires ? En octobre 1999, lors d'une visite à Gaza, Nelson Mandela avait invité les Palestiniens à ne pas renoncer, à pour¬suivre la lutte car, comme il l'avait souligné lors de sa libération « notre marche vers la liberté est irréversible. Nous ne pouvons pas laisser la peur l'emporter ». La peur, ce sentiment qui domine la politique israélienne et au nom duquel tout peut se jus¬tifier. Mandela l'avait compris. Yitzhak Rabin aussi. Il a été assassiné. Personne ne l'a remplacé. Et si Marwan Barghouti, leader du Fatah, emprisonné depuis onze ans, affirme que « l'apartheid a été vaincu en Afrique du Sud, il [le sera]en Palestine », on ne voit pas qui, pour le moment, va pouvoir y mettre un terme.

*Michel Bôle-Richard est l'auteur de Israël : le nouvel apartheid, Edition Les liens qui libèrent, Paris, 2013. (Ancien journa¬liste au Monde et correspondant en Afrique du Sud et en Israël)

Info Palestine 14 décembre 2013

Suite de la page (13)

de l'occupant français dans un célèbre feuilleton télévisé.

Son premier leader, le colonel Riad el-Assad, a disparu aux oubliettes de l'histoire. Il avait été sélectionné pour son nom, qui s'écrit différemment en arabe mais se prononce identiquement dans les langues européennes avec celui du président Bachar el-Assad. La seule différence entre les deux hommes, d'un point de vue des monarchies du Golfe, était que le premier était sunnite et le second alaouite.

En réalité, l'Armée syrienne libre est une création franco-britannique comme l'étaient les « révolutionnaires de Benghazi » en Libye (lesquels avaient « choisi » comme drapeau celui du roi Idriss Ier, collaborateur des occupants anglais).

Bras armé de l'Otan, destiné à prendre le palais présidentiel lorsque l'Alliance atlantique aurait bombardé le pays, l'ASL a été ballottée par les plans successifs et les échecs successifs des Occidentaux et du Conseil de coopération du Golfe. Présentée dans un second temps comme le bras armé d'un Conseil politique en exil, elle ne lui reconnaissait aucune autorité et n'obéissait qu'à ses employeurs, les Franco-Britanniques. Elle était en fait le bras armé de leurs services secrets dont la Coalition nationale syrienne était le bras politique. En définitive, l'ASL n'a pu accumuler de succès qu'avec l'aide directe de l'Otan, en l'occurrence de l'Armée turque qui l'hébergeait dans ses propres bases.

Créée dans le cadre d'une guerre de 4ème génération, l'ASL n'a pas réussi à s'adapter à la seconde guerre de Syrie, celle de type nicaraguayen. La première guerre (de la réunion Otan au Caire en février 2011 à la conférence de Genève en juin 2012) était une mise en scène médiatique visant à délégitimer le pouvoir afin qu'il tombe comme un fruit mûr dans les mains de l'Otan. Les actions militaires étaient perpétrées par des groupuscules distincts, recevant leurs ordres directement de l'Alliance. Il s'agissait avant tout de créditer les mensonges médiatiques et donner l'illusion d'une révolte généralisée. Conformément aux théories de William Lind et de Martin Van Creveld, l'ASL n'était qu'un label pour désigner tous ces groupes, mais ne disposait pas de structure hiérarchique propre. Au contraire, la seconde guerre (de la réunion des « Amis de la Syrie » à Paris en juillet 2012 à la Conférence de Genève 2 en janvier 2014) est une guerre d'usure visant à « saigner » le pays jusqu'à sa reddition. Pour jouer son rôle, l'ASL aurait dû se transformer en une véritable armée, avec une hiérarchie et une discipline, ce qu'elle n'a jamais été capable de faire.

Sentant sa fin proche, depuis le rapprochement turco-iranien, l'ASL avait annoncé sa possible participation à Genève 2 en posant d'irréalistes conditions. Mais il était déjà trop tard. Les mercenaires payés par l'Arabie saoudite ont eu raison de cette fiction de l'Otan. Chacun peut désormais voir la vérité toute nue : il n'y a jamais eu de révolution en Syrie.

Suite de la page (12) Le jour où Mandela…

de son combat, de ses valeurs, de ses principes, qu'il faut chercher l'explication de sa formidable image auprès de tous les peuples du monde, du respect qu'ils lui portent. En Octobre 1997, Nelson Mandela vient apporter son soutien à Maamar Gueddafi contre l'embargo occidental aérien sur la Libye. Il n'hésite pas, pour cela, à passer par la route terrestre, par la Tunisie.

Trois mois après sa libération, il avait d'ailleurs consacré sa première visite au dirigeant libyen (18 mai 1990) et il avait rendu aussi visite à Fidel Castro (27 juillet 1991). Cela avait provoqué, chaque fois, la colère de Washington. C'est pourquoi, il veut rappeler fermement, et devant la presse et les caméras, au président Bill Clinton, en visite officielle en Afrique du Sud, que parmi les premiers chefs d'Etat qu'il a reçus, il y a eu Fidel Castro , Maamar Gueddafi ainsi que le Chef d'Etat d'Iran Hachemi Rafsandjani et il précise:" et si j'ai fait cela, c'est parce qu'il y a une morale à ne pas abandonner ceux qui nous ont aidés dans les heures les plus noires de notre Histoire" (Le Cap, 27 mars 1998, Archives de l'INA –France).

Par contre, l'ensemble des grandes puissances occidentales ont soutenu le régime de l'apartheid. Avant la chute des empires coloniaux, et jusqu'à la fin des années 1950, les puissances coloniales (Royaume Uni, France, Pays Bas, Belgique, Portugal) et les dominions "blancs" se sentaient "naturellement" proches de l'Etat "blanc" d'Afrique du Sud et défendaient à l'ONU la thèse de "l'illégalité de l'intervention des Nations Unies" (cf "L'action des Nations Unies contre l'Apartheid", P. Pierson-Mathy, Revue belge de droit international, n°1, p 7, 6 février 1970).

Dans les années 1970, aux USA, Richard Nixon et Henry Kissinger ont adopté une politique de relations étroites avec ce régime. Le président Ronald Reagan a poursuivi cette politique jusqu'en 1986, date à laquelle le Congrès, face à la pression de l'opinion internationale, finit par le désavouer et adopter une loi de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud.

Ce n'est que l'année suivante, en 1987, que le premier ministre britannique, Margaret Thatcher se rallie aux sanctions économiques qu'elle refusait avec acharnement. Mais, comme les USA, elle continue de considérer l'ANC comme "une organisation terroriste".

La France, en 1974, s'oppose, avec les Etats Unis et l'Angleterre, à l'expulsion du régime sud africain des Nations Unies et ce n'est qu'en 1981, qu'elle adopte des sanctions économiques contre lui. Aux côtés d'Israël, la France a contribué de façon décisive à doter l'Afrique du Sud d'une industrie et de moyens nucléaires, notamment en formant , à partir de 1959, des atomistes sud africains (cf"La France et l'apartheid", "Droit et liberté" n°361, Septembre 1977, les Archives du MRAP, France).

Ce n'est qu'en 1985 que la communauté européenne décide l'embargo de la vente d'armes à l'Afrique du Sud, l'interdiction de toute nouvelle coopération dans le domaine nucléaire et quelques sanctions économiques.

L'Etat d'Israël, lui, va entretenir jusqu'à la fin des relations politiques, économiques et militaires étroites avec le régime raciste sud africain. Il fournissait ainsi lui-même la preuve de son mépris pour les immenses souffrances que le racisme a fait endurer aussi aux juifs, et dont il veut faire pourtant la justification de son existence.

Obama et Mandela

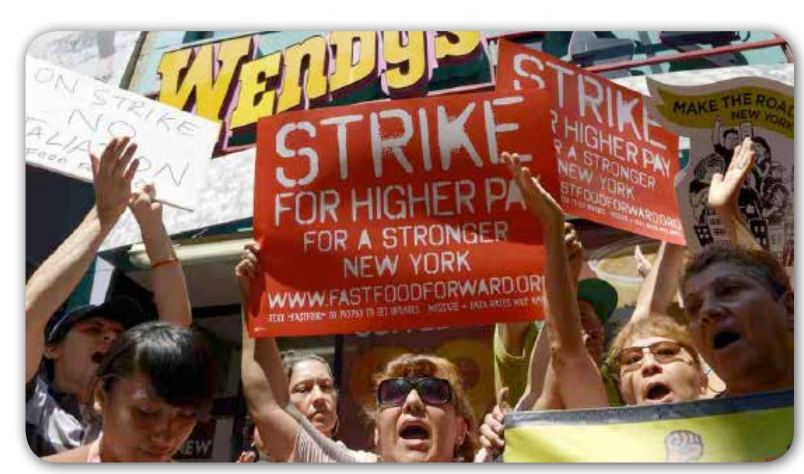
Si Mandela n'avait pas existé, Obama aurait-il eu ce destin. Obama le reconnait lui-même: "Par l'ampleur de son sacrifice, il a appelé les gens du monde entier à faire ce qu'ils pouvaient au nom du progrès humain. De la plus modeste façon, j'ai fait partie de ceux qui ont essayé de répondre à son appel."(préface d'Obama au livre de Nelson Mandela "Conversation avec moi-même" paru en 2010) et il dit de Mandela "qu'il est l'un des êtres les plus profondément bons sur cette terre" (Déclaration à la Maison Blanche, 6 décembre 2013, source AFP). Et pourtant le président des Etats Unis Barack Obama a accepté l'attaque de l'OTAN contre la Libye, laquelle allait aboutir à l'assassinat de Gueddafi, l'homme que Mandela avait remercié pour l'aide apportée à son pays et serré dans ses bras avec émotion en 1990. En politique, le président peut-il être si différent de l'homme… C'est ce que ne pensait pas Mandela pour qui la politique était avant tout une morale.

Toutes ces choses sont à rappeler. Certes, c'est tant mieux si tous les Etats se rassemblent aujourd'hui pour rendre hommage à Nelson Mandela. C'est, au fond, la dernière bataille remportée par Mandela.

Mais on sait très bien que derrière cette unanimité de façade, derrière les omissions, les non dits, les silences des grands médias occidentaux sur la réalité historique de la lutte contre l'apartheid et du combat de Mandela, il y a la contradiction permanente de l'Occident, tel qu'il est actuellement, et de tous les systèmes de domination, entre les valeurs proclamées et la pratique réelle. Il faut donc rappeler ces choses pour que, comme le disait Mandela, "le passé soit connu, pour être certains qu'il ne se répète pas" … pas par esprit de vengeance, mais pour que nous avancions vers l'avenir ensemble. (discours du 9 Février 1996). Et il faut d'autant plus le faire que ce jour où Mandela nous quittait, la réalité venait nous rappeler que les appétits de domination existent toujours et se renouvellent sans cesse.

Paru dans le quotidien d'Oran le 12 Décembre 2013

Etats-unis : les salariés des fast food en grève





Grève historique aux Etats-unis : les salariés des fast food en lutte pour « un salaire qui leur permette de vivre »

Grève historique aux Etats-unis : les salariés des fast food en lutte pour « un salaire qui leur permette de vivre »

Which side are you on ? La chanson des mineurs américains vit à travers la grève historique des salariés des fast food américains : du côté de l'Empire des richissimes, des marchands de canons ou d'une majorité réduite à l'exploitation la plus brutale ?

Les salariés des fast-food – secteur symbolique du capitalisme américain – ne veulent plus se laisser faire. La grève historique du 6 décembre, malgré l'intimidation patronale, a été un succès, mobilisant plusieurs milliers de salariés dans une centaine de villes du pays.

La première grève dans le secteur date de novembre 2012, lorsque plusieurs centaines de travailleurs ont arrêté le travail dans 20 restaurants new-yorkais. En août 2013, ce fut la première grève nationale dans une cinquantaine de villes du pays.

Le 26 novembre, pour le « Black Friday » – jour de solde habituel aux États-Unis – une partie des salariés du grand groupe de distribution Wal-Mart ont protesté pour obtenir un salaire décent et le droit à se syndiquer.

Jeudi dernier, le mouvement a été particulièrement suivi dans les grandes concentrations à Boston, Detroit, New York, Los Angeles, mais aussi dans des villes qui connaissaient parfois pour la première fois ce type de grèves, comme Charleston ou Pittsburgh. McDonald, Burger King, Wendy's, Macy's, où toutes les chaînes de fast food ont été touchées. On comptait neuf grèves simultanées à Chicago tandis qu'à New York une centaine de manifestants envahissaient successivement un McDonald puis le Wendy's de Brooklyn.

Ce que revendiquent les salariés, c'est le minimum : un salaire minimum décent, le respect du droit à se syndiquer, enfin la fin des contrats précaires à temps partiel. En somme, ce qui transforme ces salariés en « travailleurs pauvres », en esclaves modernes du système. Le salaire minimum horaire est fixé à 7,5 $ (5 €), mais les salariés demandent qu'il soit relevé à 15 $ (10 €). Dans une ville comme New York, le loyer moyen pour un appartement familial est de 3 000 $, inaccessible pour un ménage salarié dans les fast food.

Le salaire médian d'un « travailleur d'exécution » dans les fast food est de 8,9 $, ils composent 90 % de la main d'œuvre de ce secteur d'activité qui est le deuxième du pays, avec 4 millions de salariés aux États-Unis. Selon le Bureau du travail, un salarié des fast food gagne en moyenne 1 500 $ par mois (1 000 €), un revenu qui le place juste au niveau du seuil de pauvreté. Bon nombre de salariés tombent même en-dessous de ce seuil, travaillant 10 ou 20 h par semaine. « On ne peut pas survivre avec 7,5 $ », c'était le mot d'ordre scandé à New York, Détroit ou Phoenix, aussi grâce au soutien apporté par le Syndicat des employés des services (SEIU, en anglais).

Le SEIU est aujourd'hui un des rares syndicats américains en plein essor, après avoir longtemps eu des problèmes à organiser les salariés des services, dans un secteur où règnent la terreur patronale, des taux de turn-over élevés et la concurrence entre employés. Le SEIU est connu pour ses positions de lutte, fondamentalement critiques envers l'AFL-CIO, la centrale syndicale unitaire qu'il a quittée en 2005, lassé de ses positions de collaboration avec les pouvoirs en place. Face à la pression populaire, le président Obama avait promis de relever le salaire minimum à une barre encore modeste de 9 $ (6 €). Pour l'instant sans conséquence effective.

Des motifs d'espoir existent pourtant pour les salariés du secteur des services aux Etats-unis, ils viennent des luttes. Les 6 000 salariés de l'aéroport de Seattle viennent justement de gagner justement la hausse de leurs salaires de 7,5 à 15 $.

La lutte continue au cœur du système capitaliste mondial, comme partout ailleurs, pour des salaires qui permettent de vivre, des emplois stables et le droit fondamental à se syndiquer, à défendre ses intérêts !

Solidarité Internationale 17 décembre 2013

Tension diplomatique entre Washington et New Delhi



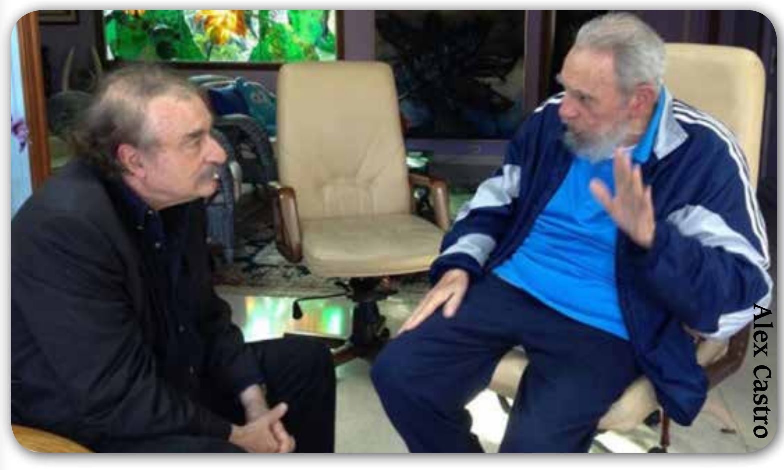
Devyani Khobragade

Le 12 décembre 2013, la police a arrêté et menotté en public la consule générale adjointe de l'Inde à New York, Devyani Khobragade, puis ne l'a libérée qu'après versement d'une caution de 250 000 dollars. Selon les autorités états-uniennes, la jeune femme aurait fraudé pour obtenir le permis de séjour d'une de ses employées de maison. Ce faisant, elle ne bénéficierait pas de l'immunité diplomatique, laquelle selon la Convention de Vienne ne s'applique qu'aux crimes et délits commis par des diplomates dans l'exercice de leurs fonctions. Cependant, si la Convention de Vienne autorise des poursuites judiciaires, elle interdit formellement d'arrêter, de menotter, puis de libérer sous caution un diplomate

Persuadées que cette affaire est tout sauf une bavure, les autorités indiennes ont immédiatement retiré tous les permis spéciaux attribués aux diplomates états-uniens en Inde. Elles ont enlevé les protections entourant leur ambassade et ont mis fin à tous les privilèges diplomatiques. La police indienne épluche actuellement les comptes bancaires de tous les diplomates US et de leurs employés, à la recherche d'une infraction qu'elles pourraient traiter de la même manière.

Réseau Voltaire 17 décembre 2013

Fidel Castro a reçu Ignacio Ramonet



Ignacio Ramonet et Fidel Castro

Vendredi dernier, 13 décembre 2013 à la Havane, à l'occasion du dix-neuvième anniversaire de la première rencontre de Fidel Castro et Hugo Chavez (13/12/94), l'ancien président cubain a reçu, à son domicile privé de La Havane, le journaliste Ignacio Ramonet, président de Mémoire des luttes.

Pendant plus de deux heures, les deux personnalités ont parlé du livre récent de conversations de Ramonet avec le Commandant vénézuélien intitulé « Hugo Chavez. Mi primera vida ». Ils ont également évoqué les récentes élections municipales au Venezuela et discuté de divers autres sujets d'écologie et de politique internationale.

Bachelet redevient présidente du Chili

Après avoir été au pouvoir de 2006 à 2010, la socialiste Michelle Bachelet a largement remporté dimanche l'élection présidentielle au Chili devant la conservatrice Evelyn Matthei.

La victoire est large. La socialiste Michelle Bachelet a remporté dimanche l'élection présidentielle au Chili devant la conservatrice Evelyn Matthei, avec plus de 60% des voix dimanche, selon les premiers résultats partiels, portant sur 56% des bureaux de vote.

Grande favorite, Michelle Bachelet, 62 ans, médecin de formation et première femme élue à la tête d'un pays sud-américain en 2006, avait promis de mettre en marche dans les 100 jours après son élection un ambitieux programme de réformes. Ce programme est notamment fondé sur une révision de la Constitution de 1980 héritée de la dictature, une réforme fiscale envisageant une augmentation de l'impôt des sociétés de l'ordre de huit milliards de dollars (3% du PIB) destinée notamment à une refondation du système éducatif pour instaurer une éducation publique de qualité, l'amélioration du système de santé et des services publics.



La présidente élue Michelle Bachelet

"David contre Goliath"

Plus de 13 millions d'électeurs - sur une population de quelque 16,5 millions d'habitants - ont été appelés aux urnes. "Pour le Chili, il s'agit de la première élection présidentielle avec le vote volontaire", avait rappelé au cours de la journée Michelle Bachelet. L'abolition du vote obligatoire date de 2011. Aux municipales d'octobre 2012, l'abstention avait atteint 60%.

Evelyn Matthei, 60 ans, ex-ministre du Travail du sortant Sebastian Piñera (centre-droit), investie tardivement après une cascade de retraits de leaders conservateurs, avait reconnu que cette élection était le combat de "David contre Goliath", soulignant qu'une victoire face à la candidate socialiste relèverait du "miracle".

JDD 16 décembre 2013

Chavez vit : La solidarité avec le Venezuela, n'est pas un vain mot Par Alberto Ruano & Bernard Tornare

En France, le Mouvement de Solidarité avec la Révolution bolivarienne a été lancé le 8 décembre 2013. C'est aussi la date que Nicolas Maduro a fixée comme journée de "Loyauté et d'amour pour le commandant suprême" du Venezuela.

(…) "Son objectif principal est d'alerter l'opinion publique internationale sur les plans de déstabilisation en cours au Venezuela, tant au niveau politique, qu'économique ou médiatique. Alors que le système médiatique dominant continue de vouloir imposer sa vision du monde, il devient nécessaire d'unir toutes les forces progressistes afin de contrecarrer la désinformation régnante au sujet de la révolution bolivarienne. Cette plateforme de ré-information se veut un outil mis à la disposition des forces militantes qui reconnaissent dans le processus bolivarien, non un modèle, mais un exemple d'expérience, et la preuve qu'un autre monde est possible."



Hugo Chávez Frías

Bien que la propagande des grands médias perde de plus en plus de leur influence dans les populations de plusieurs pays et qu'elle éveille des soupçons grandissants chez ceux qui ont compris leur rôle dans le maintien de l'ordre néolibéral mondial, son influence pernicieuse continue encore d'être ressentie par de larges secteurs de la société. Les mouvements sociaux et de gauche, contestataires du rôle accompli par les grands médias, sont bienvenus et indispensables pour contrebalancer l'image faussée que l'on nous donne de la Révolution bolivarienne.

Certes les réseaux sociaux comme Facebook ou les blogs sont utiles mais ne suffisent pas à compenser l'image du monde transmise par les médias de masse. Les occidentaux ont devant eux une tâche urgente : démocratiser et répartir les ondes de radio et de télévision pour garantir la libre expression des mouvements sociaux, pour briser la logique des médias privés et ce dogme du libre marché afin que les citoyens puissent comprendre ce qui se passe réellement dans le monde.

Au Venezuela, les médias de communication publics, communautaires et privés se sont multipliés et renforcés significativement avec la révolution bolivarienne. Maintenant, c'est à Caracas que l'on peut trouver un sens aux mots démocratie, socialisme, égalité, justice sociale, politique… Le gouvernement de l'Argentine a légiféré pour offrir un tiers des ondes radiophoniques et télévisées au service public, un tiers aux entreprises privées, un tiers aux associations citoyennes, affaiblissant ainsi le monopole exercé par le puissant groupe Clarín sur les moyens de la presse écrite, radio et télévision.

Quelque chose s'est mise en mouvement en Amérique Latine. Mais démocratiser les ondes dans une seule partie du monde ne suffira pas s'ils restent monopolisés par de grands groupes privés ailleurs.

En attendant, soutenons, avec force, toutes ces initiatives de soutien au processus révolutionnaire bolivarien qui naissent un peu partout en Europe et sous d'autres latitudes.

Nous devons bien ça à ce vaillant peuple vénézuélien qui lutte, certes pour son indépendance et sa démocratie, mais aussi pour nous montrer ce que ce combat peut aussi devenir : le nôtre.

16 décembre 2013

Naissance de la branche française du Mouvement de Solidarité avec le Venezuela

La branche française du Mouvement de Solidarité avec la Révolution Bolivarienne vient d'être créée à Paris à l'occasion d'un hommage au défunt président vénézuélien Hugo Chavez et au leader anti-apartheid Nelson Mandela.

« Chavez a misé sur l'unité des peuples latino-américains et caribéens, sur un système politique international beaucoup plus démocratique et participatif, sur la justice et la défense des déshérités du monde », a rappelé l'Ambassadeur du Venezuela, Michel Mujica.

Plus de 250 personnes ont assisté à la création de ce mouvement qui a pour but de défendre l'indépendance et la souveraineté de cette nation, de divulguer ses conquêtes occultées par le système médiatique dominant et d'organiser des actes de solidarité envers ce pays.

Mujica a rappelé que la naissance de ce mouvement le 8 décembre coïncide avec les élections pour élire 337 maires et 2 455 conseillers municipaux, élections pour lesquelles sont appelés aux urnes plus de 19 000 000 de citoyens. *« Le peuple vénézuélien va exercer une fois de plus son droit démocratique de participation citoyenne et nous sommes sûrs que la patrie en sortira plus forte »*, a déclaré le diplomate à Prensa Latina.

Cette initiative a aussi coïncidé avec la Journée de l'Amour et de la Loyauté pour le leader Hugo Chavez, instituée pour rappeler la dernière allocution de celui qui était alors président, il y a exactement un an.

« Son grand projet de Socialisme du XXI° Siècle, son idéologie, est non seulement vénézuélien mais aussi latino-américain et du monde entier », a affirmé Luis Alberto Crespo, ambassadeur (et délégué) du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, les Sciences et la Culture. Il a précisé qu'en ce moment, la communauté internationale pleure la disparition d'un autre grand leader, le combattant anti-apartheid et ex président d'Afrique du Sud, Nelson Mandela.

Michel Taupin, du groupe Cuba Si France, a déclaré que l'un des grands inspirateurs de Chavez fut le leader de la Révolution Cubaine, Fidel Castro, et a rappelé aussi la contribution de l'île à la fin du régime d'apartheid en Afrique du Sud. À cet événement ont participé les ambassadeurs de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique, des dirigeants du Parti Communiste Français et du Parti de Gauche, ainsi que de nombreuses organisations françaises et de Latino-américains résidant en France.

Prensa Latina, **le 8 décembre 2013/ Le Grand Soir 10 décembre 2013Traduction: Françoise Lopez pour Cuba Si France Provence.**

Suite de la page (4)

secteur patronal a voté contre. Louis Fignolé Saint-Cyr, l'un des représentants du secteur syndical a non seulement voté pour ce salaire de misère, mais il s'est fait passer pour l'avocat des patrons, le défenseur de cette proposition pour essayer de convaincre les ouvriers afin d'avaler cette pilule amère. Il est intervenu sur les ondes de quelques médias pour expliquer l'inacceptable. Suite à ces trois journées de manifestation, des patrons inconscients ont exercé une vague de répression syndicale par des révocations illégales et arbitraires, comme ce fut le cas des entreprises Multi-Wear de Richard Coles où 18 ouvriers ont été limogés, et de ONE World APPAREL de Charles H. Baker où 8 ouvriers ont été révoqués. Les ouvriers ont donc dénoncé cette vague de révocation dans une conférence de presse ce mardi 17 décembre 2013.

« Depuis quelques semaines, le Conseil Supérieur des Salaires est devenu l'ennemi juré des ouvriers et ouvrières, qui lui reprochent d'avoir fixé le salaire minimum à 225 gdes par jour sans tenir compte de la cherté de la vie. « Ces gens ne sont pas des humains, ils n'en font qu'à leur tête, a lancé Jean-Marie, lui aussi un ouvrier de la SONAPI. Comment pouvons-nous prendre soin

Brésil : assassinat du chef guarani Ambrósio Vilhalva

Le chef indien guarani et acteur de cinéma Ambrósio Vilhalva a été assassiné dimanche dernier, après avoir lutté pendant des décennies pour les droits territoriaux de sa tribu. En 2008 Ambrósio avait assisté à la première de 'La terre des hommes rouges' au Festival du Film de Venise. Ambrósio aurait été poignardé dans sa communauté, Guyra Roka, dans l'Etat du Mato Grosso do Sul au Brésil. Il a été retrouvé mort dans sa maison, le corps lacéré de multiples coups de couteau. Il avait reçu de nombreuses menaces de mort ces derniers mois.

Ambrósio était le personnage principal du film primé « La terre des hommes rouges », « Birdwatchers » titre en anglais, qui relate les luttes territoriales des Guarani. Il avait voyagé dans le monde entier pour dénoncer la situation dramatique de sa tribu et pousser le gouvernement brésilien à protéger les terres guarani.

Il avait dit : « Mon plus grand espoir est que nous soient rendues la terre et la justice… Nous vivrons un jour sur notre terre ancestrale, nous n'abandonnerons jamais ».

Les Guarani de Guyra Roka ont été expulsés de leurs terres par les fermiers il y a plusieurs décennies. Pendant des années, ils ont vécu dans la misère au bord d'une route. En 2007, ils ont pu réoccuper une partie de leurs terres ancestrales où ils vivent désormais, mais la plus grande partie de leur territoire a été déforestée pour faire place à de vastes plantations de canne à sucre. L'un des principaux propriétaires terriens est José Teixeira, un puissant politicien local. Les Guarani n'ont presque plus de terre.

Ambrósio s'était élevé avec passion contre la plantation de canne à sucre sur les terres de sa communauté et contre « Raizen », une joint-venture entre Shell et Cosan qui produit des agrocarburants à partir de la canne à sucre. La campagne qu'a menée sa communauté avec Survival International a contraint Raizen à ne plus s'approvisionner en canne à sucre cultivée sur les terres guarani.

Un porte-parole guarani a déclaré hier à Survival : « Ambrósio s'est battu contre la canne à sucre. Il était l'un de nos principaux dirigeants, toujours à l'avant-garde de notre lutte, de sorte qu'il était particulièrement menacé. Il a joué un rôle très important dans notre campagne de réoccupation territoriale. Et maintenant nous l'avons perdu ».

La police enquête sur le meurtre … et deux suspects auraient été arrêtés.

Stephen Corry, directeur de Survival, a déclaré : « Les Guarani connaissent l'un des taux d'homicides les plus élevés au monde et la spoliation de leur terre est au cœur de toutes les violences qu'ils subissent. En dépit de cela, le processus de démarcation des terres est en perte de vitesse – les autorités ne font pratiquement rien contre ceux qui ont spolié la terre ancestrale des Guarani. Combien de Guarani vont-ils être sauvagement assassinés avant que leur territoire ne soit officiellement démarqué et protégé ? »

Survival, Paris le 4 décembre 2013

À un enfant du monde

(pour mon neveu et filleul Jean-Philippe Suprice)

Tu peux encore franchir le mur
avant l'inéluctable
voir des oliviers fleurir plusieurs sourires d'enfants
avant les premières fusées à leurs yeux lacrymogènes.

Mais à l'impossible
où aller
que faire sinon enregistrer et encore remémorer le cours des choses
et puis vouloir que tes fils soient bien adroits
attachés avant tout à l'habitat des ancêtres.

Il ne sert à rien (parfois) de courir de long en large
devant l'indésirable.
Mieux vaut tout affronter
et dire ses quatre bêtises à l'ignoble de plein fouet.

Cinq miroirs aux images brisées plus tard
et combien de villes défilées en poussière depuis
avec les promesses d'invétérés coquins
au vol des vautours du quotidien
tu es toujours là
méprisé
à encaisser les coups de l'horreur.

Sans peur ni rien sinon ton courage entre les mains
tu combats la même bêtise des destructeurs
à travers leurs tirs aveuglés par l'arrogance
nourris par l'indifférence de quelques nations fortifiées
unies autour du désir des plus forts de mater les faibles espoirs des plus démunis d'entre tous.

Tu ne sais pas comment
n'arrives même pas à dire à la flamme qui réchauffe ton cœur
que la simple vue d'un offensant obstacle
enlève tout goût à la prudence
mais pousse tout être sensé à se surprendre lui-même
devant toute épreuve
par une sagacité et même une bravoure à tout casser
en jouant son va-tout devant les bras armés de la folie.

À cinq ans
ton plus jeune connaît déjà le nom de l'arme qu'il faut
pour anéantir les élans des porteurs de feu
les tueurs dans l'âme et le sang
qui opèrent à œil sans lumière et dent féroce pour tout broyer.

Comment amadouer toute cette colère
à la tombée de chaque nuit
au lever de chaque matin
quand dans l'enfance pas si loin tu entends les mots
trop insensés pour être retenus par l'entendement?

Lenous Suprice

Suite de la page (13)

une situation d'émeutes, comme celles en France ou en Suède où des politiciens d'autres pays auraient exprimé leur approbation face aux actions menées par une foule violente, impossible d'imaginer donc une ingérence dans les affaires d'un autre État.

Les événements tragiques en Ukraine nous sont présentés sous le masque des valeurs européennes, mais de quelles valeurs européennes parlons-nous, quand à la place du monument détruit est élevé le drapeau de l'Union européenne, quand des appels sont lancés à l'assassinat de fonctionnaires, au nom des valeurs européennes.

Les valeurs européennes ne peuvent être alors invoquées pour les cas de répression violente envers une foule agressive, de la part de centaines de forces de l'ordre non-armées sous la direction du président ukrainien, sachant que dans le même temps plus d'un policier a également été sérieusement blessé.

Nous estimons que les agissements de la dite « opposition » et du parti fasciste « Svoboda », qui détruisent des monuments, commettent des provocations répétées contre les forces de l'ordre et les fonctionnaires, prennant d'assaut des bâtiments publics à Kiev – n'ont rien à voir avec les valeurs européennes.

Hélas, les médias pro-occidentaux ne montrent qu'une partie de la vérité, en fait, la réalité des événements, présentée de façon neutre, est passée sous silence.

L'opinion publique européenne n'en vient à savoir finalement que « le peuple ukrainien a pris le parti de l'Europe », mais en fait ce n'est qu'un travestissement des concepts, derrière la rhétorique européenne en Ukraine, c'est un coup d'État qui se prépare.

Je vous demande de soutenir les forces de gauche en Ukraine. La situation actuelle en Ukraine n'est que la suite d'une série de coups d'États dans le monde arabe, mais avec des traits européens.

Je vous demande de condamner fermement le parti « Svoboda ». Je vous demande de lancer un appel auprès des dirigeants politiques du monde entier de boycotter les dirigeants ainsi que les députés du parti « Svoboda ».

Je vous demande de lancer un appel auprès de la communauté mondiale, afin qu'elle analyse sérieusement la situation en Ukraine et qu'elle mette des freins à de nouvelles actions provocatrices de la part de la pseudo-opposition et du parti « Svoboda ».

Je vous demande de lancer un appel auprès de vos députés, dans les Parlements nationaux ou ailleurs, aux responsables membres de votre parti de soutenir par tous les moyens possibles la position du Parti communiste d'Ukraine.

Sur toute activité, s'il vous plaît, informez le Département international du Comité central du Parti communiste d'Ukraine, car nous allons informer la société ukrainienne de votre position.

Je crois sincèrement en votre soutien !

Petro Simonenko
Premier secrétaire du Parti communiste d'Ukraine
Responsable du groupe parlementaire communiste
Membre de la délégation permanente ukrainienne à l'Assemblée du Conseil de l'Europe

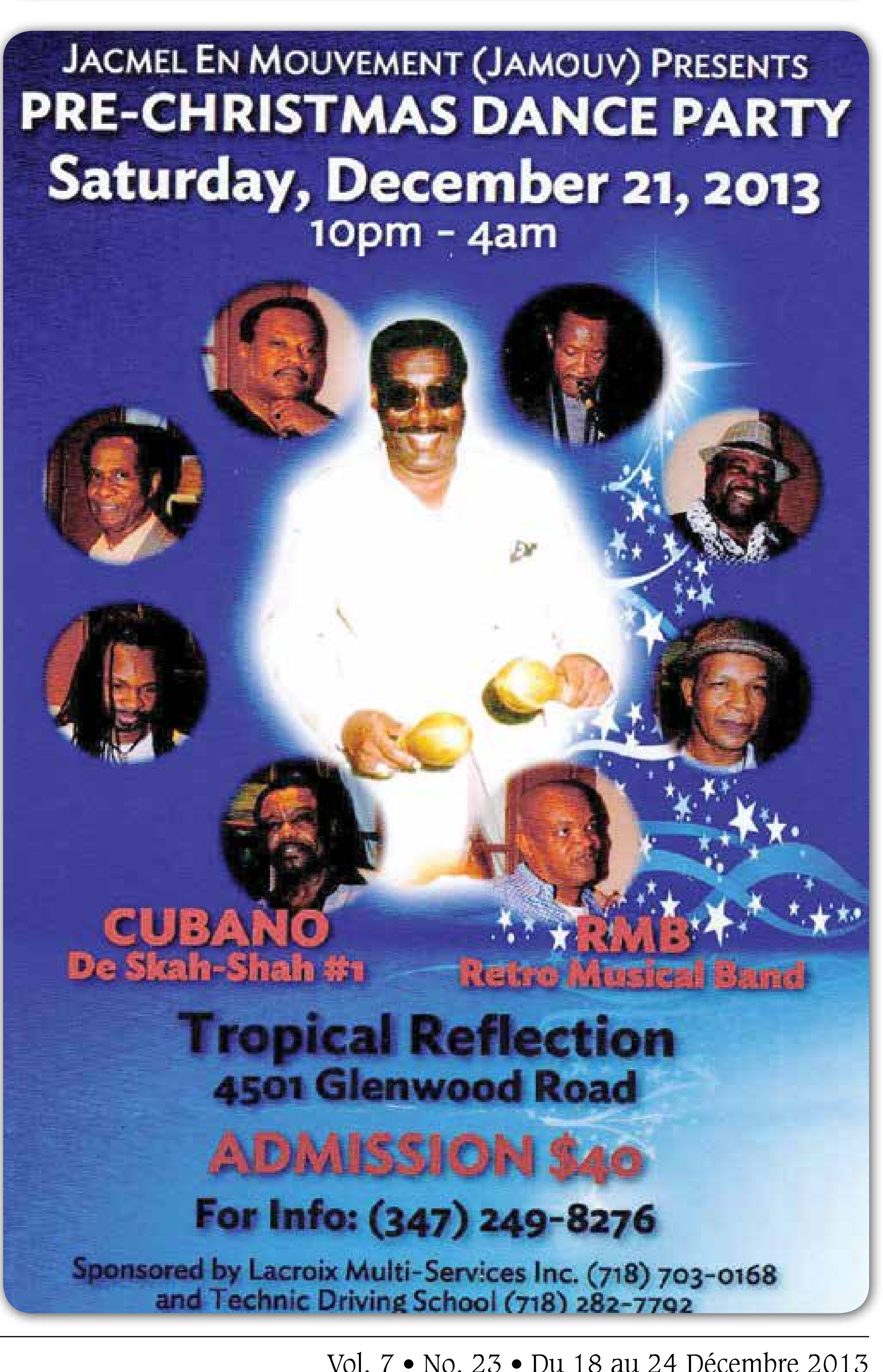
Solidarité internationale 15 décembre 2013


SHIP YOUR CAR FROM
NYC TO HAITI:
ONLY
$1,475
(INCLUDES APN PORT FEES)
RECEIVE
A SPECIAL GIFT
WHEN YOU BRING THIS
AD WITH YOUR
SHIPMENT.
GREY SHARK
THE ONLY FREIGHT COLLECTOR IN NEW YORK THAT OWNS THEIR SHIP (M/V GREY SHARK)


TAP TAP
Haitan Restaurant
819 FIFTH STREET • MIAMI BEACH, FL
305.672.2898
ZAGAT RATED EXCELLENT
Awarded New Times Best of:
Best service in A restaurant • Best haitian Restaurant


COME OUT & ENJOY GREAT FOOD!
FREE FOOD
TASTING
From Mon. - Thursday
11am - 7pm
BOSS UP FAMILY PRESENTS
Rose
RESTAURANT
"#1 West Indian Restaurant"
173-18 Jamaica Ave Queens, NY 11433
718-523-1088
Store Hours: Mon. - Sun. 11AM - Midnight
7 Days A Week
roserestaurantandbakeryinc
Fritaille & Seafood
Special $7 w/ Free
16oz Drink. Limited Time Only




JACMEL EN MOUVEMENT (JAMOUV) PRESENTS
PRE-CHRISTMAS DANCE PARTY
Saturday, December 21, 2013
10pm - 4am
CUBANO
De Skah-Shah #1
RMB
Retro Musical Band
Tropical Reflection
4501 Glenwood Road
ADMISSION $40
For Info: (347) 249-8276
Sponsored by Lacroix Multi-Services Inc. (718) 703-0168
and Technic Driving School (718) 282-7792